



**Rapport
financier
semestriel
2023**





Sommaire

Rapport d'activité au 30 juin 2023	page 04
Comptes consolidés résumés au 30 juin 2023	page 25
Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle	page 76
Attestation des personnes responsables	page 79



1. Analyse de l'activité et des résultats consolidés	page 05
1.1. Principaux agrégats du compte de résultat	
1.2. Analyse des principaux postes du compte de résultat	
2. Situation financière et trésorerie du Groupe	page 12
2.1. Capitaux propres	
2.2. Endettement financier net	
2.3. Tableau des flux de trésorerie	
2.4. Financement et ressources de liquidité	
2.5. Restriction à l'utilisation des capitaux	
2.6. Sources de financement attendues	
3. Perspectives	page 16
4. Autres informations	page 17
4.1. Principes comptables	
4.2. Faits marquants de la période	
4.3. Retraitement des états financiers consolidés du premier semestre 2022 et de l'exercice 2022	
4.4. Principales transactions avec les parties liées	
4.5. Événements post-clôture	
4.6. Facteurs de risque	



1. Analyse de l'activité et des résultats consolidés

1.1 Principaux agrégats du compte de résultat

Les informations comparatives du compte de résultat et du tableau des flux de trésorerie consolidés présentées dans ce document ont été retraitées pour refléter le classement en activité abandonnée de Carrefour Taïwan conformément à la norme IFRS 5 – *Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées* (cf. note 4.3).

Par ailleurs, l'état de la situation financière consolidée au 31 décembre 2022 a été retraité conformément à la norme IFRS 3 – *Regroupement d'entreprises*, afin de tenir compte des changements impactant le bilan d'ouverture de Grupo BIG au Brésil (cf. note 4.3).

L'Argentine est considérée comme une économie en hyperinflation au sens des normes IFRS. Ainsi, les dispositions de la norme IAS 29 – *Information financière dans les économies hyperinflationnistes* sont applicables dans les comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2023 : la période comparative présentée inclut également l'ajustement lié à l'inflation.

(en millions d'euros)	1er semestre 2023	1er semestre 2022 retraité IFRS 5	Évol. en %	Évol. en % à taux de change constants
Chiffre d'affaires hors taxes	40 743	37 790	7,8%	12,4%
Marge des activités courantes	8 074	7 504	7,6%	13,8%
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>19,8%</i>	<i>19,9%</i>		
Frais généraux et amortissements	(7 374)	(6 729)	9,6%	15,7%
Résultat opérationnel courant	700	775	(9,6)%	(2,2)%
<i>Résultat opérationnel courant avant amortissements (ROFDA)</i>	<i>1 852</i>	<i>1 862</i>	<i>(0,5)%</i>	<i>4,0%</i>
Résultat opérationnel courant après quote-part des sociétés mises en équivalence	724	786	(7,9)%	(0,6)%
Produits et charges non courants	(186)	(82)	125,6%	131,3%
Résultat opérationnel	538	704	(23,6)%	(16,1)%
Résultat financier	(276)	(181)	52,0%	34,8%
Impôts sur les résultats	(153)	(193)	(20,8)%	(11,8)%
Résultat net des activités poursuivies - part du Groupe	118	239	(50,5)%	(22,5)%
Résultat net des activités abandonnées - part du Groupe	749	16	4457,5%	4462,7%
Résultat net - part du Groupe	867	255	239,6%	266,2%
Cash-flow libre ¹	(867)	(1 177)		
Cash-flow libre net ²	(1 684)	(1 880)		
Dette nette (incluant les activités abandonnées) ³	5 040	6 480		

(1) Le cash-flow libre est le solde net de l'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et intérêts nets relatifs aux contrats de location, de la variation du besoin en fonds de roulement et des investissements opérationnels.

(2) Le cash-flow libre net correspond au cash-flow libre après coût de l'endettement financier net et paiements locatifs nets.

(3) La dette nette n'inclut pas les passifs et actifs relatifs aux contrats de location (cf. note 2.2). Au 30 juin 2022, la dette nette a été retraitée à hauteur de 52 millions d'euros conformément à la norme IFRS 3 (cf. ci-dessus).

Le chiffre d'affaires hors taxes du premier semestre 2023 s'élève à 40,7 milliards d'euros, soit une hausse de 12,4% à taux de change constants.

Le résultat opérationnel courant avant amortissements (ROFDA) atteint 1 852 millions d'euros, en hausse de 4,0% à taux de change constants.

Le résultat opérationnel courant s'établit à 700 millions d'euros, en baisse de -2,2% à taux de change constants.

Le résultat opérationnel non courant est une charge nette de (186) millions d'euros, contre une charge nette de (82) millions d'euros au titre du premier semestre 2022 retraité IFRS 5. Cette charge correspond principalement aux indemnités payées ou à payer dans le cadre du plan de départs



1. Analyse de l'activité et des résultats consolidés

volontaires mis en œuvre dans les sièges en France, ainsi qu'aux mesures prises dans les magasins et les sièges en Italie, en Espagne et au Brésil. Elle comprend également des dépréciations et pertes sur actifs relatives à des magasins en France, en Belgique et au Brésil, ainsi que diverses mises au rebut liées à l'informatique en France et en Belgique. Ces charges sont partiellement compensées par des reprises de provisions pour risques fiscaux liés aux crédits PIS-COFINS au Brésil suite à prescriptions ou jugements favorables, par les plus-values réalisées dans le cadre de diverses cessions d'actifs, notamment à des franchisés en France, ainsi que par le résultat de cession en *sale & lease back* de 5 magasins et 4 entrepôts au Brésil (cf. note 1.2).

La charge financière nette s'établit à (276) millions d'euros, en hausse de (94) millions d'euros par rapport au premier semestre 2022 retraité IFRS 5, reflétant une augmentation du coût de l'endettement net et des intérêts nets relatifs aux contrats de location (cf. note 1.2).

La charge d'impôt sur les résultats s'élève à (153) millions d'euros au premier semestre 2023, contre (193) millions d'euros au premier semestre 2022 retraité IFRS 5.

Le résultat net des activités poursuivies, part du Groupe, ressort à 118 millions d'euros, contre 239 millions d'euros au premier semestre 2022 retraité IFRS 5.

Le résultat net des activités abandonnées, part du Groupe, s'élève à 749 millions d'euros au premier semestre 2023 et correspond quasi-exclusivement à la plus-value de cession de Carrefour Taiwan (cf. note 4.2.1).

En conséquence, le résultat net, part du Groupe, est un bénéfice de 867 millions d'euros, à comparer à un bénéfice de 255 millions d'euros au premier semestre 2022 retraité IFRS 5.

Le cash-flow libre s'élève à (867) millions d'euros contre (1 177) millions d'euros au premier semestre 2022. Le cash-flow libre net s'élève à (1 684) millions d'euros contre (1 880) millions d'euros au premier semestre 2022.

1.2 Analyse des principaux postes du compte de résultat

Les secteurs opérationnels correspondent aux pays dans lesquels le Groupe exerce ses activités, regroupés en zones géographiques, auxquelles s'ajoutent les « fonctions globales » qui regroupent les holdings et autres sociétés hébergeant des activités de support administratif, financier et commercial.

Chiffre d'affaires HT par zone géographique

(en millions d'euros)	1er semestre 2023	1er semestre 2022 retraité IFRS 5	Évol. en %	Évol. en % à taux de change constants
France	18 694	17 910	4,4%	4,4%
Europe (hors France)	11 301	10 636	6,3%	6,2%
Amérique latine	10 748	9 244	16,3%	35,1%
TOTAL	40 743	37 790	7,8%	12,4%

Le groupe Carrefour a réalisé un chiffre d'affaires hors taxes de 40,7 milliards d'euros, en hausse de 12,4% à taux de change constants et de 11,8% retraité de l'application de la norme IAS 29.

- En France, le chiffre d'affaires est en hausse de 4,4%. Il progresse de +7,2% en comparable¹ avec une croissance de l'alimentaire de +8,4% LFL ; l'ensemble des formats contribue à

¹ La croissance à magasins comparables (« LFL ») est composée des ventes générées par les magasins ouverts depuis au moins 12 mois, fermetures temporaires exclues. Elle s'entend à changes constants, hors essence et hors effet calendaire, et hors impact IAS 29.



1. Analyse de l'activité et des résultats consolidés

cette progression. Carrefour gagne à nouveau des parts de marché en volume sur le semestre.

- En Europe (hors France), le chiffre d'affaires progresse de 6,2% à changes constants et de +8,1% en comparable par rapport au premier semestre 2022. En Espagne, Carrefour maintient sa solide dynamique (+8,5% LFL), soutenue notamment par une progression de l'alimentaire malgré un ralentissement de l'inflation alimentaire. En Italie, la bonne performance (+5,1% LFL) continue de refléter la hausse de la satisfaction client, notamment grâce à l'amélioration du positionnement et de la perception prix. En Belgique, Carrefour réalise une hausse de +11,3% LFL, avec un gain de parts de marché (à périmètre comparable) supérieur aux autres enseignes au deuxième trimestre. En Pologne (+3,1% LFL), Carrefour affiche une progression avec un comparatif historique élevé lié notamment au contexte de la guerre en Ukraine. En Roumanie (+9,8% LFL), la dynamique commerciale reste bonne.
- En Amérique latine, les ventes progressent de 35,1% à changes constants et de +21,0% en comparable. Au Brésil, le chiffre d'affaires progresse de +17,2% à taux de change constants et de +0,8% en comparable. L'environnement de marché a été difficile, en particulier sur le second trimestre avec un fort ralentissement de l'inflation alimentaire à 2,9% en juin (en déflation séquentielle par rapport au premier trimestre), la baisse des prix de nombreuses matières premières agricoles et des volumes qui restent en retrait du fait de la pression sur le pouvoir d'achat. Après avoir connu une hausse au premier trimestre (+9,2% à changes constants et +5,7% LFL), les magasins de cash & carry (Atacadão) sont particulièrement impactés au second trimestre (-4,3% LFL) par la déflation des matières premières représentant une part significative des ventes et par l'activité BtoB dont les clients reportent certains achats dans le contexte de baisse séquentielle des prix. Carrefour Retail affiche un chiffre d'affaires stable au second trimestre (+0,3% LFL) après une croissance au premier trimestre (+5,7% LFL). Sam's Club progresse tout au long du semestre (+7,6% LFL au premier trimestre et +4,2% LFL au second), comme les services financiers avec une croissance du portefeuille de crédits de +28,1% et une hausse des facturations de +14,0%. En Argentine, le Groupe poursuit sa croissance en volume et en parts de marché dans un contexte de très forte inflation (+122,4% LFL).

Chiffre d'affaires HT par zone géographique – contribution au total du Groupe

(en %)	1er semestre 2023 ¹	1er semestre 2022 retraité IFRS 5
France	44,0%	47,4%
Europe (hors France)	26,6%	28,1%
Amérique latine	29,4%	24,5%
TOTAL	100%	100%

(1) à taux de change constants

A taux de change constants, la part du chiffre d'affaires réalisé à l'international continue à progresser pour s'établir à 56,0%, à comparer à 52,6% au premier semestre 2022 retraité IFRS 5.



1. Analyse de l'activité et des résultats consolidés

Résultat opérationnel courant par zone géographique

(en millions d'euros)	1er semestre 2023	1er semestre 2022 retraité IFRS 5	Évol. en %	Évol. en % à taux de change constants
France	270	194	38,6%	38,6%
Europe (hors France)	164	163	1,0%	1,0%
Amérique latine	304	444	(31,5)%	(18,6)%
Fonctions globales	(38)	(26)	44,5%	44,4%
TOTAL	700	775	(9,6)%	(2,2)%

Au premier semestre 2023, le résultat opérationnel courant s'établit à 700 millions d'euros, en baisse de (75) millions d'euros (-2,2% à taux de change constants). Cette évolution reflète des situations contrastées au sein du Groupe, avec une excellente performance de la France, une bonne tenue de l'Europe, essentiellement pénalisée par des bases de comparaison élevées en Pologne, et un repli marqué en Amérique latine, compte tenu de l'intégration de Grupo BIG dans un environnement de marché défavorable au Brésil. La dynamique commerciale de Carrefour reste solide, avec le maintien de parts de marché élevées dans l'ensemble des pays clés, ainsi que la forte discipline du Groupe en matière de gestion des coûts, matérialisée par la bonne exécution du plan d'économies. La marge opérationnelle ressort à 1,7%, contre 2,0% au premier semestre 2022 retraité IFRS 5 (-33 pbs) ; hors effets de Grupo BIG, elle s'établit à 2,1%, en ligne avec le premier semestre 2022 retraité IFRS 5 (+4 pbs).

Le résultat opérationnel courant de la France du premier semestre 2023 s'établit à 270 millions d'euros, en hausse de 38,6% par rapport au premier semestre 2022. Dans un contexte de forte inflation, la bonne performance commerciale et la forte dynamique de baisse de coûts ont permis de faire progresser la marge opérationnelle de +36 pbs, à 1,4% contre 1,1% au premier semestre 2022. Le Groupe bénéficie ainsi des initiatives stratégiques du plan Carrefour 2026, incluant l'augmentation des ventes de produits à marque Carrefour, la transformation des modes d'exploitation et l'amélioration de la rentabilité des activités digitales.

Le résultat opérationnel courant de la zone Europe (hors France) atteint 164 millions d'euros, contre 163 millions d'euros au premier semestre 2022, soit une hausse de 1,0% à changes constants. L'Europe de l'Ouest affiche une progression du résultat et de la marge opérationnelle, tirée par l'Espagne et l'Italie. La Pologne est impactée par une base de comparaison très élevée, dans le contexte d'éclatement de la guerre en Ukraine au premier semestre 2022, tandis que la Roumanie améliore sa rentabilité.

Le résultat opérationnel courant de l'Amérique latine s'élève à 304 millions d'euros, soit un recul de -18,6% à changes constants. Au Brésil, le résultat opérationnel courant est en baisse de -39,6% à changes constants, ce qui reflète l'intégration accélérée de Grupo BIG et l'environnement défavorable avec une chute de l'inflation, des volumes sous pression et l'ouverture d'un grand nombre de magasins dans le segment du cash & carry. Dans le cadre de cette intégration accélérée, des coûts ponctuels liés notamment à la conversion des magasins ont été engagés ; de plus les magasins convertis lors des premiers mois suivant leur réouverture sont traditionnellement en perte d'exploitation. Dans ce contexte, la performance et la marge opérationnelle de l'activité historique restent très solides. En Argentine, le résultat opérationnel courant continue de s'améliorer sensiblement, grâce à l'excellente dynamique commerciale et l'attention permanente aux coûts. Il s'établit à 53 millions d'euros contre 30 millions d'euros au premier semestre 2022, soit une marge de 3,4% (+130 pbs), incluant un impact de (10) millions d'euros lié à l'application de la norme IAS 29.

Amortissements

Les amortissements des immobilisations et immeubles de placement se sont élevés à (657) millions d'euros au premier semestre 2023, contre (616) millions d'euros au premier semestre 2022 retraité IFRS 5.



1. Analyse de l'activité et des résultats consolidés

Les amortissements des droits d'utilisation (IFRS 16) des immobilisations corporelles et immeubles de placement se sont élevés à (362) millions d'euros au premier semestre 2023 contre (344) millions d'euros au premier semestre 2022 retraité IFRS 5.

En prenant en compte les amortissements des immobilisations logistiques et des droits d'utilisation (IFRS 16) des immobilisations logistiques inclus dans le coût des ventes, le total des amortissements comptabilisés au compte de résultat s'élève à (1 152) millions d'euros au premier semestre 2023, contre (1 087) millions d'euros au premier semestre 2022 retraité IFRS 5.

Quote-part dans les résultats nets des sociétés mises en équivalence

La quote-part revenant au Groupe dans le résultat net des entités mises en équivalence est un bénéfice de 24 millions d'euros, contre un bénéfice de 12 millions d'euros au premier semestre 2022. L'année dernière, la quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence s'était trouvée impactée par la perte réalisée sur la société Cajoo. Hormis Cajoo, qui a été échangée entre temps contre des titres Flink (cf. note 2.1 des comptes consolidés au 31 décembre 2022), la quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence est similaire à celle du premier semestre 2022, avec en particulier une contribution stable de Carmila.

Produits et charges non courants

Sont comptabilisés en produits et charges non courants certains éléments significatifs à caractère inhabituel de par leur nature et leur fréquence tels que les dépréciations d'actifs non courants, les résultats de cession d'actifs non courants, des coûts de restructuration et des charges et produits liées à des réestimations de risques d'origine ancienne, sur la base d'informations ou d'éléments dont le Groupe a eu connaissance au cours de la période.

Le résultat non courant du premier semestre 2023 est une charge nette de (186) millions d'euros et se décompose de la manière suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	1er semestre 2023	1er semestre 2022 retraité IFRS 5
Résultat de cession d'actifs	42	62
Coûts de restructuration	(257)	(16)
Autres produits et charges non courants	85	(87)
Résultat non courant avant dépréciations et pertes sur actifs	(130)	(42)
Dépréciations et pertes sur actifs	(56)	(41)
<i>dont dépréciations et pertes sur goodwill</i>	–	–
<i>dont dépréciations et pertes sur actifs corporels et incorporels et autres</i>	(56)	(41)
PRODUITS ET CHARGES NON COURANTS	(186)	(82)
Dont :		
<i>total des produits non courants</i>	276	133
<i>total des charges non courantes</i>	(461)	(215)

Résultat de cession d'actifs

Le résultat de cession d'actifs immobilisés est composé de plus et moins-values réalisées dans le cadre de diverses cessions d'actifs (murs, terrains, fonds de commerce de magasins), notamment à des franchisés en France. Il inclut par ailleurs le résultat de cession en *sale & lease back* de 5 magasins et 4 entrepôts au Brésil (cf. note 4.2.1).

Coûts de restructuration

Les coûts de restructuration comptabilisés sur le premier semestre 2023 s'inscrivent dans le cadre du nouveau plan stratégique Carrefour 2026 (cf. note 4.2.2). Ce plan s'articule autour d'un projet de transformation des sièges, destiné à sauvegarder durablement la compétitivité du Groupe et à gagner en performance, en agilité et en simplicité au service des magasins. La charge comptabilisée en résultat non courant correspond principalement aux indemnités payées ou à payer dans le cadre



1. Analyse de l'activité et des résultats consolidés

du plan de départs volontaires mis en œuvre dans les sièges en France, portant sur un maximum de 979 postes, et en second lieu, aux mesures mises en œuvre dans les magasins et les sièges en Italie, en Espagne et au Brésil.

Autres produits et charges non courants

Les autres produits et charges non courants enregistrés au cours du premier semestre 2023 comprennent essentiellement des reprises de provisions pour risques fiscaux liés aux crédits PIS-COFINS au Brésil suite à prescriptions ou jugements favorables, légèrement compensées par des coûts liés à des fermetures de magasins au Brésil.

Dépréciations et pertes sur actifs

Les dépréciations et pertes sur actifs enregistrées au cours du premier semestre 2023 sont relatives à des magasins en France, en Belgique et au Brésil. Elles comprennent également diverses mises au rebut liées à l'informatique en France et en Belgique, ainsi que l'alignement de la valeur nette comptable des titres Showroomprivé sur le cours de bourse du 30 juin 2023.

Rappel des principaux éléments comptabilisés au premier semestre 2022 retraité IFRS 5

Le résultat de cession d'actifs immobilisés était composé de plus et moins-values réalisées dans le cadre de diverses cessions de murs et de fonds de commerce à des franchisés, notamment en France et en Italie.

Les autres produits et charges non courants enregistrés au cours du premier semestre 2022 retraité IFRS 5 comprenaient essentiellement des réestimations de risques d'origine ancienne, principalement fiscaux, ainsi que des coûts liés à l'acquisition de Grupo BIG au Brésil.

Les dépréciations et pertes sur actifs enregistrées au cours du premier semestre 2022 retraité IFRS 5 étaient relatives à des magasins, en particulier en France et en Argentine. Elles comprenaient également diverses mises au rebut notamment liées à l'informatique en France, ainsi que l'alignement de la valeur nette comptable des titres Showroomprivé sur le cours de bourse du 30 juin 2022.

Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel s'établit à 538 millions d'euros au premier semestre 2023, à comparer à 704 millions d'euros au premier semestre 2022 retraité IFRS 5.

Résultat financier

Le résultat financier est une charge nette de (276) millions d'euros, soit (0,7)% du chiffre d'affaires au premier semestre 2023, contre (0,5)% au premier semestre 2022 retraité IFRS 5.

(en millions d'euros)	1er semestre 2023	1er semestre 2022 retraité IFRS 5
Coût de l'endettement financier net	(191)	(151)
Intérêts nets relatifs aux contrats de location	(100)	(68)
Autres produits et charges financiers	15	38
TOTAL	(276)	(181)

Le coût de l'endettement financier net s'élève à (191) millions d'euros, en augmentation de (39) millions d'euros par rapport au premier semestre 2022 retraité IFRS 5. Cette évolution provient du Brésil et traduit plusieurs éléments : la hausse de la dette bancaire en lien avec l'acquisition de Grupo BIG et la conversion de ses magasins aux enseignes du groupe Carrefour, et la hausse des taux d'intérêts CDI (*Certificado de Deposito Interbancário*).

Par ailleurs, en application de la norme IFRS 16, le résultat financier intègre également les charges d'intérêts relatives aux contrats de location ainsi que les produits d'intérêts relatifs aux contrats de sous-location financière. La hausse de ces intérêts nets reflète notamment la prise en compte de 6 mois de loyers des magasins loués par Grupo BIG au premier semestre 2023, contre 1 mois au premier semestre 2022.



1. Analyse de l'activité et des résultats consolidés

Les autres produits et charges financiers correspondent pour l'essentiel à des charges relatives à la constatation d'intérêts de retard sur des contentieux fiscaux et sociaux (essentiellement au Brésil), aux taxes sur les transactions financières et à l'impact de l'hyperinflation en Argentine (IAS 29). Ce dernier est en légère hausse par rapport au premier semestre 2022 compte tenu d'un rehaussement de l'inflation.

Impôts sur les résultats

La charge d'impôt sur les résultats s'élève à (153) millions d'euros au premier semestre 2023, soit un taux effectif d'impôt de 58% (contre (193) millions d'euros au premier semestre 2022 retraité IFRS 5 correspondant à un taux effectif d'impôt de 37%).

Les taux effectifs d'impôts des premiers semestres 2023 et 2022 retraité IFRS 5 ont surtout été impactés par l'absence de reconnaissance d'impôts différés actifs chez Grupo BIG au Brésil, en Italie et en Belgique en 2023, et en Italie en 2022, ainsi que dans une moindre mesure par la comptabilisation de la CVAE en France.

Hormis ces éléments, le taux effectif d'impôt du premier semestre 2023 reflète la répartition géographique des résultats avant impôts, en l'absence d'autre élément significatif distordant la preuve d'impôt.

Par ailleurs, le caractère probable de la recouvrabilité des impôts différés actifs reconnus dans le bilan consolidé au 31 décembre 2022 a été confirmé au 30 juin 2023 en se basant notamment sur la comparaison de la performance pour les différents pays entre le budget et le dernier atterrissage.

Participations ne donnant pas le contrôle

La part de résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle s'est élevée à 4 millions d'euros au premier semestre 2023, contre 103 millions d'euros au premier semestre 2022 retraité IFRS 5.

Résultat net des activités poursuivies – Part du Groupe

En conséquence des éléments décrits ci-dessus, le résultat net des activités poursuivies, part du Groupe, est un bénéfice de 118 millions d'euros au premier semestre 2023, contre un bénéfice de 239 millions d'euros au premier semestre 2022 retraité IFRS 5.

Résultat net des activités abandonnées – Part du Groupe

Le résultat net des activités abandonnées, part du Groupe, s'établit à 749 millions d'euros au premier semestre 2023, contre 16 millions d'euros au premier semestre 2022 retraité IFRS 5. Cette hausse reflète la plus-value de 0,75 milliard d'euros enregistrée lors de la cession de la filiale Carrefour Taiwan le 30 juin 2023.



2. Situation financière et trésorerie du Groupe

2.1 Capitaux propres

Les capitaux propres s'élèvent à 13 276 millions d'euros au 30 juin 2023, à comparer à 13 186 millions d'euros au 31 décembre 2022, soit une augmentation de 90 millions d'euros.

Cette augmentation s'explique principalement par les mouvements suivants :

- le résultat net de la période, soit 871 millions d'euros ;
- les autres éléments du résultat global, après impôt, à hauteur de 142 millions d'euros, qui reflètent d'une part, la légère appréciation du réal brésilien par rapport au 31 décembre 2022, partiellement compensée par le reversement des écarts de conversion créditeurs comptabilisés par Carrefour Taïwan, suite à sa cession (cf. note 4.2.1), et d'autre part, la variation de juste valeur des titres de la société Flink de (35) millions d'euros ;
- les dividendes au titre de l'exercice 2022 pour un montant total de (450) millions d'euros, dont (405) millions d'euros aux actionnaires de Carrefour SA (entièrement versés en numéraire) et (45) millions d'euros aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle, concernant les filiales espagnoles et brésiliennes ;
- les deux premiers mandats de rachats d'actions de (200) millions d'euros chacun, relatifs au programme 2023 d'un montant total de (800) millions d'euros ;
- l'opération « Carrefour Invest » lancée le 1^{er} mars 2023, une offre internationale d'actionariat réservée à ses salariés, qui s'est conclue par une augmentation de capital de 75 millions d'euros (4 713 735 nouvelles actions ordinaires) de la société Carrefour SA ;
- la sortie des participations ne donnant pas le contrôle de Carrefour Taïwan pour un montant de (185) millions d'euros, suite à la cession de la filiale effective le 30 juin 2023.



2. Situation financière et trésorerie du Groupe

2.2 Endettement financier net

La dette nette du Groupe (incluant les activités abandonnées) s'établit à 5 040 millions d'euros au 30 juin 2023 contre 3 378 millions d'euros au 31 décembre 2022 retraité IFRS 3. La variation de la dette nette entre le 31 décembre et le 30 juin s'explique par la saisonnalité de l'activité, la dette nette de fin d'année étant structurellement plus faible du fait du volume d'affaires important enregistré au mois de décembre.

Elle s'analyse comme suit :

(en millions d'euros)	30/06/2023	31/12/2022 retraité IFRS 3
Emprunts obligataires	7 341	7 697
Autres emprunts et dettes financières	1 164	1 223
Billets de Trésorerie	831	490
Total des dettes financières hors dérivés passifs	9 336	9 410
Dérivés passifs	147	148
TOTAL DES DETTES	9 483	9 558
<i>dont dettes à plus d'un an</i>	6 479	6 912
<i>dont dettes à moins d'un an</i>	3 004	2 646
Autres actifs financiers courants ¹	584	728
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3 859	5 216
TOTAL DES PLACEMENTS	4 443	5 944
DETTE NETTE	5 040	3 614
Dette nette des activités abandonnées	–	(236)
DETTE NETTE INCLUANT LES ACTIVITÉS ABANDONNÉES	5 040	3 378

(1) Ce poste n'inclut pas les créances de sous-location financière – part à moins d'un an (cf. note 13.2.5 des comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2023).

Les dettes financières du Groupe (hors dérivés) ont des échéances réparties dans le temps (jusqu'en 2030 pour la tranche obligataire à échéance la plus longue) et présentent ainsi un profil de remboursement équilibré sur les années à venir :

(en millions d'euros)	30/06/2023	31/12/2022
À moins d'un an	2 857	2 498
Entre 1 et 2 ans	1 137	1 514
Entre 2 et 5 ans	3 246	3 799
Au-delà de 5 ans	2 096	1 599
TOTAL DETTES FINANCIÈRES (HORS DÉRIVÉS PASSIFS)	9 336	9 410

La trésorerie disponible pour le Groupe s'établit à 3 859 millions d'euros au 30 juin 2023, à comparer à 5 216 millions d'euros au 31 décembre 2022, soit une diminution de (1 357) millions d'euros.



2. Situation financière et trésorerie du Groupe

2.3 Tableau des flux de trésorerie

L'endettement net augmente de (1 662) millions d'euros au premier semestre 2023, à comparer à une augmentation de (3 848) millions d'euros au premier semestre 2022 retraité IFRS 3. Cette variation s'analyse comme suit à partir du tableau de flux de trésorerie simplifié du Groupe pour la période :

<i>(en millions d'euros)</i>	1er semestre 2023	1er semestre 2022 retraité IFRS 5	Variation
DETTE NETTE D'OUVERTURE ¹	(3 378)	(2 633)	(745)
Autofinancement	1 785	1 645	140
Variation du besoin en fonds de roulement	(1 926)	(2 067)	141
Variation des encours sur crédit à la consommation	(18)	54	(72)
Impact des activités abandonnées	(54)	(49)	(6)
Variation de la trésorerie issue des opérations d'exploitation - total	(213)	(416)	203
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles ²	(687)	(551)	(135)
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles - liées à l'activité	289	68	221
Variation des créances et dettes sur acquisitions et cessions d'immobilisations	(246)	(262)	17
Impact des activités abandonnées	(11)	(16)	5
Cash-flow libre	(867)	(1 177)	310
Paiements locatifs (dont intérêts) nets des paiements reçus de la sous-location financière	(581)	(497)	(84)
Coût de l'endettement financier net	(191)	(151)	(39)
Impact des activités abandonnées	(45)	(55)	10
Cash-flow libre net	(1 684)	(1 880)	196
Investissements financiers	(9)	(936)	927
Cessions de titres	1 075	25	1 050
Rachat d'actions propres	(336)	(96)	(241)
Augmentation / (Réduction) de capital de Carrefour SA	75	(657)	732
Augmentation de capital souscrite par les participations ne donnant pas le contrôle	8	2	6
Dividendes versés	(462)	(424)	(39)
Autres (y compris effet de change)	(113)	115	(229)
Activités abandonnées	(216)	3	(219)
Diminution / (Augmentation) de l'endettement net	(1 662)	(3 848)	2 185
DETTE NETTE DE CLÔTURE ¹	(5 040)	(6 480)	1 440

(1) Les dettes nettes de clôture du premier semestre 2022 et d'ouverture du premier semestre 2023 ont été retraitées de la réduction du prix d'acquisition de Grupo BIG, conformément à la norme IFRS 3.

(2) Retraité de l'acquisition de magasins Makro Atacadista au Brésil (acquisition du 29^{ème} et dernier magasin en pleine propriété sur le premier semestre 2022).

Au premier semestre 2023, le cash-flow libre s'élève à (867) millions d'euros (à comparer à (1 177) millions d'euros au premier semestre 2022) et provient principalement des éléments suivants :

- un autofinancement qui s'établit à 1 785 millions d'euros contre 1 645 millions d'euros au premier semestre 2022, hausse reflétant principalement la baisse des impôts payés liée notamment à l'utilisation des crédits d'impôts générés en 2022 sur Atacadão, l'encaissement de l'indemnité d'assurance au titre du préjudice subi à Taïwan (entrepôt de Yang Mei) et à des décaissements liés à des litiges en France et en Belgique en 2022 ;
- la variation du besoin en fonds de roulement qui s'élève à (1 926) millions d'euros contre (2 067) millions d'euros au premier semestre 2022 retraité IFRS 5 ;
- les investissements opérationnels pour (687) millions d'euros à comparer à (551) millions d'euros au premier semestre 2022 retraité IFRS 5.



2. Situation financière et trésorerie du Groupe

2.4 Financement et ressources de liquidité

Les principales actions menées par le Groupe afin de conforter la liquidité consistent à :

- promouvoir une politique de financement prudente permettant de disposer d'une notation de crédit rendant possible l'accès aux marchés obligataires et aux billets de trésorerie ;
- maintenir une présence sur le marché obligataire en émettant de manière régulière, principalement sur les marchés Euro, en vue de disposer d'un échéancier obligataire équilibré. Le programme *Euro Medium Term Notes* (EMTN) dispose d'une capacité de 12 milliards d'euros ;
- utiliser le programme de billets de trésorerie du Groupe déposé à la Banque de France coté à Paris avec une capacité d'émission de 5 milliards d'euros ;
- maintenir des facilités de crédit bancaire à moyen terme disponibles et utilisables au gré des besoins du Groupe.

Les principales opérations du premier semestre 2023 ont été une émission obligataire dite *Sustainability-Linked*, indexée sur deux objectifs liés aux émissions de gaz à effet de serre, d'un montant total de 500 millions d'euros, et les remboursements de deux emprunts obligataires d'un montant respectivement de 500 millions d'euros et 500 millions de dollars (cf. note 4.2.3).

Au 30 juin 2023, le Groupe est noté BBB perspective stable par Standard & Poor's et Baa1 perspective stable par Moody's.

Le Groupe bénéficie d'un bilan et d'une liquidité solides à fin juin 2023. La maturité moyenne du socle obligataire de Carrefour SA s'établit à 3,8 ans à fin juin 2023 à comparer à 3,6 ans à fin décembre 2022 et à 3,8 ans à fin juin 2022.

2.5 Restriction à l'utilisation des capitaux

Dans le cadre de son activité internationale, Carrefour n'a pas de restrictions importantes sur sa capacité à accéder ou utiliser ses actifs et régler ses passifs autres que celles résultant du cadre réglementaire dans lequel ses filiales opèrent. Les autorités de supervision locales peuvent imposer aux filiales bancaires de garder un certain niveau de capital et de liquidité, de limiter leur exposition à d'autres parties du Groupe et de se conformer à certains ratios.

Au 30 juin 2023, tout comme au 31 décembre 2022, il n'y pas de liquidités soumises à restriction.

2.6 Sources de financement attendues

Pour faire face à ses engagements, Carrefour peut recourir à son cash-flow libre net et lever de la dette en ayant recours à ses programmes EMTN et de billets de trésorerie, ou enfin à ses lignes de crédit.



3. Perspectives

Les objectifs du Groupe à horizon 2026, ainsi que la situation à fin 2022 et au premier semestre 2023, sont présentés ci-dessous :

Objectifs opérationnels	Fin 2022	1er semestre 2023	Objectif 2026
Chiffre d'affaires réalisé via des produits à marque Carrefour	33% du CA alimentaire	35% du CA alimentaire (+3 pts vs. S1 2022)	40% du CA alimentaire
Ouvertures de magasins de proximité	-	+295	+ 2400 vs. 2022
Ouvertures de magasins Atacadão	-	+14	>200 vs. 2022

Objectifs ESG	Fin 2022	1er semestre 2023	Objectif 2026
Chiffre d'affaires en produits certifiés durables	5,4 Mds€	3,1 Mds€	8 Mds€
Top 100 fournisseurs avec une trajectoire à 1,5°C	27%	36%	100%
Employés en situation de handicap	11 281	12 679	15 000

Objectifs financiers	Fin 2022	1er semestre 2023	Objectif 2026
GMV e-commerce	4,2 Mds€	2,4 Mds€ (+20%)	10 Mds€
Plan d'économies de coûts	1,0 Md€	490 M€	4 Mds€ (cumul 2023-26)
Cash-flow libre net ⁽¹⁾	1 262 M€	+196 M€ vs. N-1	>1,7 Md€
Investissements (Capex)	1 861 M€	687 M€	2,0 Mds€/an
Croissance du dividende numéraire	0,56€ (+8%)	-	>+5%/an

(1) Le cash-flow libre net correspond au cash-flow libre après coûts de l'endettement financier net et paiements locatifs nets. Il s'entend après décaissement des charges exceptionnelles.



4. Autres informations

4.1 Principes comptables

Les méthodes comptables appliquées par le Groupe dans les comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2023 sont identiques à celles retenues pour les comptes consolidés au 31 décembre 2022, à l'exception de normes et d'amendements de normes dont l'application est obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2023 et qui sont les suivants :

- Norme IFRS 17 – *Contrats d'assurance* ;
- Amendements à IFRS 17 – *Contrats d'assurance : Première application d'IFRS 17 et d'IFRS 9 – Informations comparatives* ;
- Amendements à IAS 1 – *Présentation des états financiers et Énoncé pratique 2 sur les IFRS : Informations à fournir sur les méthodes comptables* ;
- Amendements à IAS 8 – *Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs : Définition des changements d'estimations* ;
- Amendements à IAS 12 – *Impôts sur le résultat : impôts différés relatifs à des actifs et des passifs résultant d'une même transaction*.

L'application de la norme IFRS 17 – *Contrats d'assurance* n'a pas eu d'incidence sur les états financiers consolidés du Groupe. L'application des autres textes n'a pas eu non plus d'incidence sur les comptes consolidés du Groupe.

Textes adoptés par l'Union Européenne mais non encore applicables

Normes, amendements et interprétations	Date d'application
Amendements à IAS 1 – <i>Présentation des états financiers : Classification des passifs en courant ou non courant – report de la date d'entrée en vigueur ; passifs non courants assortis de clauses restrictives</i>	1 ^{er} janvier 2024
Amendements à IFRS 16 – <i>Contrats de location : Obligation locative découlant d'une cession-bail</i>	1 ^{er} janvier 2024
Amendements à IAS 7 – <i>Tableau des flux de trésorerie</i> et IFRS 7 – <i>Instruments financiers : informations à fournir : Accords de financement de fournisseurs</i>	1 ^{er} janvier 2024

Textes non encore adoptés par l'Union Européenne

Normes, amendements et interprétations	Date d'application ⁽¹⁾
Amendements à IAS 12 – <i>Impôts sur le résultat : Réforme fiscale internationale – Modèle de règles du pilier 2</i>	1 ^{er} janvier 2023

(1) Sous réserve de l'adoption par l'Union Européenne.

Carrefour n'anticipe pas d'incidence significative de l'application de ces textes sur les comptes consolidés du Groupe.



4.2 Faits marquants de la période

4.2.1 Principales acquisitions, cessions et opérations de la période

Cession de Carrefour Taïwan

Le 19 juillet 2022, le Groupe a signé un accord de cession portant sur la totalité de sa détention dans sa filiale à Taïwan (soit 60%) au groupe Uni-President (détenteur des 40% restants). Les clauses suspensives ayant été levées, en particulier l'approbation de l'autorité de la concurrence locale obtenue en mai 2023, cet accord a donné lieu à la perte de contrôle de la filiale le 30 juin 2023.

Le prix de cession préliminaire s'élève à 31,1 milliards de dollars taiwanais, représentant 1,0 milliard d'euros (après prise en compte de la couverture de change). La plus-value de cession s'élève à 0,75 milliard d'euros environ et a été comptabilisée dans le résultat net des activités abandonnées. En effet, s'agissant d'une région géographique principale et distincte, Carrefour Taïwan est considérée, depuis la date de l'annonce de la cession, comme une activité abandonnée conformément aux dispositions de la norme IFRS 5. Pour plus de détails sur les impacts de cette cession dans les comptes consolidés semestriels au 30 juin 2023, voir la note 4.1 de ces comptes.

Par ailleurs, pour rappel, le 14 mars 2022, un incendie a endommagé l'entrepôt logistique loué par Carrefour dans le district de Yang Mei à Taïwan. Ce sinistre a fait l'objet d'une déclaration auprès des compagnies d'assurance du Groupe. Les pertes sur stocks et matériels détruits ont été enregistrées au cours de l'exercice 2022 en contrepartie d'une indemnité à percevoir de la part des assureurs classée en autres actifs courants. Il en est de même en ce qui concerne les pertes d'exploitation estimées au titre de l'exercice 2022, ainsi que celles relatives au premier semestre 2023. En juin 2023, suite à leurs conclusions définitives, les compagnies d'assurance du Groupe ont versé le solde de l'indemnité comptabilisée au titre du préjudice, après déduction des deux acomptes déjà versés l'année dernière. Ces impacts sont comptabilisés en résultat net des activités abandonnées des périodes concernées.

Acquisition de Grupo BIG (Brésil) – Réduction du prix d'acquisition

Le 24 mars 2021, Carrefour Brésil a conclu un accord avec Advent International et Walmart en vue de l'acquisition de Grupo BIG, troisième acteur de la distribution alimentaire au Brésil. Ce dernier a réalisé un chiffre d'affaires Hors Taxes (HT) d'environ 20 milliards de réals (soit 3,1 milliards d'euros environ) en 2021 et exploite un réseau multiformat de 388 magasins, dont 181 magasins détenus en propre.

L'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de Carrefour Brésil, ainsi que la CADE, l'autorité de la concurrence brésilienne, ont approuvé cette transaction respectivement le 19 mai 2022 et le 25 mai 2022 (sous réserve de céder 14 magasins – cessions devenues effectives avant le 30 juin 2023).

Le *closing* de l'opération est intervenu le 1^{er} juin 2022 et le paiement a été effectué le 6 juin 2022.

Le prix d'achat préliminaire de 100% de Grupo BIG était de 7 465 millions de réals (soit 1 471 millions d'euros au taux de conversion du jour de la transaction), et se décomposait comme suit :

- Un paiement en numéraire de 5 292 millions de réals (soit 1 milliard d'euros environ) représentant 70% du prix de base auquel s'ajoutaient divers ajustements de prix préliminaires pour 42 millions de réals (soit 8 millions d'euros environ), et dont 900 millions de réals d'acompte (soit 139 millions d'euros) avaient été versés en mars 2021 ;
- Un paiement en actions de 117 millions d'actions Carrefour Brésil nouvellement émises (représentant 30% du prix de base) dont la juste valeur était de 2 173 millions de réals (soit 430 millions d'euros environ) au 6 juin 2022.

S'agissant d'une transaction avec des minoritaires, l'impact relatif au paiement de 30% de Grupo BIG en actions Carrefour Brésil avait été comptabilisé dans les capitaux propres consolidés à hauteur de 180 millions d'euros environ pour la part du Groupe et de 250 millions d'euros environ pour la part attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle.



4. Autres informations

L'accord incluait également un complément de prix qui aurait dû être payé 6 mois après le *closing* de l'opération si le cours de bourse de l'action Carrefour Brésil avait dépassé la valeur de référence de 19,26 réals. Aucun complément de prix n'a été payé sur 2022 puisque le cours de bourse de l'action Carrefour Brésil était de 15,10 réals au 6 décembre 2022.

Évolution sur le premier semestre 2023

Les discussions menées entre les vendeurs (Advent International et Walmart) et l'acheteur (Carrefour Brésil) en application des clauses du contrat d'acquisition de Grupo BIG ont conduit les parties à s'accorder sur une réduction de prix ferme de 900 millions de réals (versée en 2 tranches de 350 et 550 millions de réals respectivement) et une réduction potentielle supplémentaire d'un montant maximum de 100 millions de réals.

Cet accord a été signé le 31 mars 2023 avec les 2 conditions suspensives suivantes :

- versement immédiat de la première tranche de 350 millions de réals (soit 317 millions de réals après prise en compte d'ajustements mineurs) ;
- fourniture par les vendeurs d'une garantie bancaire à première demande de la part d'une banque de premier plan.

Cet accord est devenu définitif le 11 avril 2023 suite à la levée des 2 conditions suspensives.

Outre les 350 millions de réals versés le 11 avril 2023, cet accord prévoit principalement les réductions de prix suivantes :

- Une deuxième tranche de 550 millions de réals qui sera versée 60 jours après la publication des comptes consolidés annuels 2023 de Carrefour Brésil. Les 550 millions de réals sont porteurs d'intérêts aux taux SELIC calculés depuis le 11 avril 2023 ;
- Un complément variable à recevoir d'un montant maximum de 100 millions de réals, calculé selon une métrique convenue entre les parties prenantes. Ce complément est également porteur d'intérêts aux taux SELIC calculés depuis le 11 avril 2023.

Le prix d'achat de Grupo BIG est de 6 687 millions de réals (soit 1 318 millions d'euros au taux de conversion du jour de la transaction), après notamment l'actualisation des (900) millions de réals de réduction de prix au 1^{er} juin 2022.

Par ailleurs, Carrefour Brésil a ajusté les provisions pour risques sociaux et fiscaux (nettes de l'impôt différé associé) pour un montant non significatif de 33 millions de réals.

En conformité avec la norme IFRS 3 sur les regroupements d'entreprises, la réduction du prix et autres ajustements intervenant dans les 12 mois *post closing* de l'acquisition sont comptabilisés de manière rétrospective dans le bilan d'ouverture de Grupo BIG en contrepartie du *Goodwill* (cf. note 4.2 des comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2023 pour plus de détails sur le retraitement de l'état de la situation financière consolidée au 31 décembre 2022).

Le bilan d'ouverture définitif de Grupo BIG au 1^{er} juin 2022, intégré dans les comptes consolidés du Groupe, est présenté dans la note 3.1 des comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2023.

Acquisition en cours des activités de Cora (Roumanie) – Regroupement d'entreprises

En avril 2023, Carrefour a conclu un accord avec le groupe Louis Delhaize en vue de la reprise de ses activités en Roumanie, incluant 10 hypermarchés Cora et 8 Cora Urban, et près de 2 400 collaborateurs. Cette opération consolidera la présence de Carrefour en Roumanie, avec des hypermarchés situés dans des emplacements de première qualité, qui seront convertis aux formats et à l'enseigne Carrefour.

La réalisation de l'opération est soumise aux conditions usuelles, dont notamment l'approbation des autorités de la concurrence compétentes. Sa finalisation est attendue d'ici la fin de l'exercice 2023.

Création de la société Unlimitail en partenariat avec Publicis Groupe

Le 8 novembre 2022, le groupe Carrefour et Publicis Groupe ont annoncé leur intention de créer une société commune sur le marché en plein essor du *retail media* en Europe continentale et en Amérique latine. Le 15 juin 2023, cette intention s'est concrétisée avec l'annonce du lancement de la société Unlimitail (détenue à 51% par Carrefour et 49% par Publicis). Cette société est intégrée globalement dans les comptes consolidés du Groupe depuis cette date. Unlimitail va s'associer avec des distributeurs et des marques, apportant l'expertise et le potentiel de connexion du *retail media* dans ces régions. Unlimitail est basée sur une des technologies les plus avancées de



4. Autres informations

Publicis, « *CitrusAd powered by Epsilon* », avec la connaissance approfondie de Carrefour Links dans le *retail media*.

Opération de *sale and lease back* (Brésil)

Le 12 mai 2023, Carrefour Brésil a annoncé être entré en négociations exclusives avec Barzel, une société d'investissement immobilier et d'*asset management*, en vue de la cession en *sale & lease back* de 5 magasins et 4 entrepôts, pour un montant total de 1,2 milliard de réals environ, soit 220 millions d'euros environ.

La CADE, l'autorité de la concurrence brésilienne, a approuvé la transaction le 12 juin 2023.

Suite à la finalisation de la négociation des accords définitifs et à la satisfaction d'autres conditions préalables, ces actifs sont loués à Carrefour depuis le 30 juin 2023 (date du *closing* de l'opération et de la signature des contrats de location pour des durées fermes de 20 ans, avec une option de renouvellement de 5 ans). Cette opération a entraîné la comptabilisation d'un résultat non courant d'environ 10 millions d'euros.

4.2.2 Simplification de l'organisation dans le cadre du plan de transformation

Le Groupe a présenté le 8 novembre 2022 son nouveau plan stratégique Carrefour 2026 afin d'accélérer sa transformation, en continuité avec le précédent plan. Il s'appuie sur sa raison d'être, la transition alimentaire pour tous, et son modèle omnicanal fondé sur le digital. Carrefour 2026 comporte deux piliers :

- S'engager pour que tous nos clients accèdent au meilleur,
- Inventer le Groupe de demain.

Ce deuxième pilier prévoit de transformer les organisations pour optimiser notre fonctionnement interne en s'appuyant sur la digitalisation.

Ainsi, Carrefour France a engagé début juin une démarche de dialogue social autour d'un projet de transformation de ses sièges français, destiné à sauvegarder durablement sa compétitivité et à gagner en performance, en agilité et en simplicité au service des magasins. Le projet de nouvelle organisation a été présenté le 26 juin 2023 aux partenaires sociaux. A cette occasion, Carrefour a confirmé qu'un nombre maximum de 979 départs, basés sur du strict volontariat, seraient susceptibles d'intervenir dans le cadre de la Rupture Conventionnelle Collective en cours de négociation avec les partenaires sociaux. Au terme de 4 séances de négociations, l'accord portant sur la rupture conventionnelle collective a été signé le 12 juillet 2023 par les organisations syndicales représentant une très forte majorité des salariés concernés.

Le montant de la provision comptabilisée dans les comptes consolidés au 30 juin 2023 a été déterminé en tenant compte de diverses hypothèses et constitue la meilleure estimation des coûts que le Groupe s'attend à supporter au titre du plan de réorganisation en cours de mise en œuvre (cf. note 1.2).

4.2.3 Sécurisation des financements long terme du Groupe

Le 2 mai 2023, le Groupe a procédé au placement d'une nouvelle émission obligataire dite *Sustainability-Linked*, indexée sur deux objectifs liés aux émissions de gaz à effet de serre, d'un montant total de 500 millions d'euros, d'une maturité de 7,5 ans (échéance octobre 2030) et d'un coupon de 3,75%.

Cette émission obligataire s'intègre dans une stratégie de financement alignée avec les objectifs et ambitions du Groupe en matière de RSE : elle a été réalisée dans le cadre du *Framework* de type *SLB* (*Sustainability-Linked Bond*) de son programme EMTN (*Euro-Medium Term Notes*) publié en juin 2021 et dont la composante RSE a été mise à jour et renforcée en mai 2022.

Le 12 juin 2023, le Groupe a procédé au remboursement d'un emprunt obligataire d'un montant de 500 millions d'euros, d'une maturité de 5 ans et d'un coupon de 0,88%.

Le 14 juin 2023, le Groupe a procédé au remboursement d'un emprunt obligataire convertible non dilutif en actions pour un montant de 500 millions de dollars, d'une maturité de 6 ans et d'un coupon de 0%.



4. Autres informations

Ces opérations permettent de sécuriser la liquidité du Groupe à court et moyen terme dans un environnement économique incertain, et s'inscrivent dans la stratégie de sécurisation des financements de Carrefour. La maturité moyenne du socle obligataire de Carrefour SA s'établit à 3,8 ans à fin juin 2023 à comparer à 3,6 ans à fin décembre 2022 et à 3,8 ans à fin juin 2022.

Financements de la filiale brésilienne Atacadão

Dans la continuité des opérations de 2021 et 2022, la filiale brésilienne Atacadão a mis en place en 2023 les financements lui permettant également de sécuriser ses besoins à moyen et long terme.

Le 10 janvier 2023, des financements bancaires en devise USD, immédiatement swappés en BRL, ont été exécutés pour un montant total de 2 293 millions de réals (environ 436 millions d'euros au taux de conversion du 30 juin 2023) et d'une maturité de 11 mois.

Le 14 avril 2023, de nouveaux financements bancaires en devises EUR et USD, immédiatement swappés en BRL, ont été exécutés pour un montant total de 744 millions de réals, permettant le remboursement d'un emprunt bancaire d'un montant total de 750 millions de réals arrivant à échéance le même jour.

Le 27 avril 2023, Atacadão a procédé au remboursement d'un emprunt obligataire de type *debentures* pour un montant de 500 millions de réals (environ 95 millions d'euros au taux de conversion du 30 juin 2023), d'une maturité de 5 ans et d'un coupon de 105,75% du CDI (« *Certificado de Depósito Interbancário* »).

Deux emprunts bancaires liés à la loi 4131/1962 sont arrivés à échéance, le 5 mai 2023 pour un montant de 793 millions de réals et le 8 mai pour un montant de 568 millions de réals (environ 259 millions d'euros au taux de conversion du 30 juin 2023). Au cours du mois de juin 2023, deux autres financements bancaires ont été remboursés, le 5 juin pour un montant de 1 014 millions de réals et le 7 juin pour un montant de 568 millions de réals (environ 300 millions d'euros au taux de conversion du 30 juin 2023).

De plus, la filiale brésilienne a procédé le 2 juin 2023 à l'émission de *debentures* simples, non garanties, non convertibles en actions (« CRA ») pour un montant de 930 millions de réals (environ 177 millions d'euros au taux de conversion du 30 juin 2023) en trois séries :

- Une première série de 330 millions de réals, d'un coupon de CDI+0,95% et d'une maturité de 3 ans ;
- Une deuxième série de 468 millions de réals, d'un coupon de 111,20% du CDI (après couverture) et d'une maturité de 4 ans ;
- Une troisième série de 132 millions de réals, d'un coupon de CDI+1,00% et d'une maturité de 5 ans.

Pour mémoire, en 2022, avaient été exécutés deux financements inter-compagnie entre les sociétés Carrefour Finance et Atacadão :

- Le premier RCF (*Revolving Credit Facility*), d'un montant de 4 milliards de réals et d'un taux d'intérêt annuel de 12% arrivant à échéance en juillet 2023 ;
- Le deuxième RCF d'un montant de 1,9 milliard de réals, d'un taux d'intérêt annuel de 14,25% et d'une maturité de 3 ans.

Au cours du premier semestre 2023, a été mis en place un nouveau financement inter-compagnie entre les sociétés Carrefour Finance et Atacadão :

- Le troisième RCF d'un montant de 6,3 milliards de réals (environ 1,2 milliard d'euros au taux de conversion du 30 juin 2023), d'un taux d'intérêt annuel de 14,95% et d'une maturité de 3 ans, a été tiré pour 2,3 milliards de réals. Les 4 milliards de réals restant seront tirés en juillet 2023 afin de refinancer le premier RCF, qui sera arrivé à échéance.

Ces financements intragroupe RCF, d'un montant total de 8,2 milliards de réals au 30 juin 2023, sont qualifiés d'investissements nets dans une activité à l'étranger (« *Net Investment* »), et font ainsi l'objet d'une revalorisation par capitaux propres. Ils sont couverts à hauteur de 4,1 milliards de réals par des dérivés qualifiés en *Net Investment Hedge*.

Au 30 juin 2023, le Groupe est noté BBB perspective stable par Standard & Poor's et Baa1 perspective stable par Moody's.



4. Autres informations

4.2.4 Paiement du dividende 2022 en numéraire

L'Assemblée Générale des actionnaires de Carrefour, réunie le 26 mai 2023, a fixé le dividende relatif à l'exercice 2022 à 0,56 euro par action, à verser intégralement en numéraire.

Le 8 juin 2023 a eu lieu le versement du dividende global pour un montant de 405 millions d'euros.

4.2.5 Programmes de rachat d'actions

Dans le cadre de sa politique d'allocation de capital, le Groupe a confié à des prestataires de service d'investissement des mandats de rachat d'actions portant sur un montant maximum de 800 millions d'euros au titre de l'exercice 2023, tel qu'autorisé par les Assemblées Générales des actionnaires des 3 juin 2022 et 26 mai 2023. L'objectif de ces rachats est la conservation des actions ainsi rachetées en vue de leur annulation future.

Un premier mandat de rachat d'actions a débuté le 27 février 2023 et s'est achevé le 31 mars 2023 : 11 099 084 actions ont ainsi été acquises au prix unitaire moyen de 18,02 euros par action pour un montant total de 200 millions d'euros.

Un second mandat de rachat d'actions a débuté le 2 mai 2023 et était encore en cours au 30 juin 2023. A cette date-là, 7 918 989 actions ont été acquises au prix unitaire moyen de 17,07 euros par action pour un montant total de 135 millions d'euros. A la date de signature de ce mandat, un passif financier à court terme de 200 millions d'euros (classé en « autres passifs courants ») a été comptabilisé en contrepartie d'une diminution des capitaux propres consolidés. Au 30 juin 2023, ce passif est diminué du montant effectif des achats du premier semestre et s'élève à 65 millions d'euros. A cette date, Carrefour détenait 28 510 134 actions propres (soit 3,8% des 746 871 196 actions formant le capital social) avec un prix moyen unitaire des 19 018 073 actions acquises s'élevant à 17,64 euros par action.

Le second mandat de rachat d'actions s'est achevé le 21 juillet 2023 par l'acquisition de 3 768 591 actions supplémentaires à un prix moyen unitaire de 17,19 euros par action. Au terme de ce second mandat de rachat d'actions, le nombre d'actions composant le capital social de Carrefour SA s'élève à 746 871 196 actions et le nombre d'actions auto-détenues, en conséquence, à 32 278 725 actions, représentant environ 4,3% du capital social.

Par ailleurs, le 26 juillet 2023, le Conseil d'Administration, sur la base de l'autorisation octroyée par l'Assemblée Générale extraordinaire des actionnaires du 26 mai 2023, a décidé de réduire le capital social de Carrefour SA par voie d'annulation de 26 887 362 actions auto-détenues, représentant environ 3,6% du capital social. Cette annulation deviendra effective à partir du 28 juillet 2023.

A l'issue de cette annulation d'actions, le nombre d'actions composant le capital de Carrefour SA s'élèvera à 719 983 834 actions et le nombre d'actions auto-détenues, en conséquence, à 5 391 363 actions, représentant environ 0,7% du capital social.

4.2.6 Programme d'actionnariat salarié

Le Groupe a lancé le 1^{er} mars 2023 Carrefour Invest, une offre internationale d'actionnariat réservée à ses salariés. Deux formules étaient proposées : Carrefour Classic et Carrefour Secure. La période de réservation était du 1^{er} au 20 mars 2023 et celle de souscription/rétractation était du 5 au 9 mai 2023 pour une livraison des actions le 31 mai 2023. Dans le cadre de cette offre, les actions Carrefour ont été souscrites par les bénéficiaires soit en direct, soit par l'intermédiaire d'un fonds commun de placement d'entreprise (FCPE), selon la formule et/ou le pays de résidence. Les souscripteurs doivent conserver les actions souscrites en direct ou les parts de FCPE jusqu'au 31 mai 2028 (inclus), sauf survenance d'un cas de déblocage anticipé.

Cette offre a permis aux employés de bénéficier d'une décote de 15% sur le prix de l'action et d'un abondement. Le prix de référence communiqué le 3 mai 2023 était de 18,67 euros (moyenne des cours de clôture de l'action sur les 20 jours précédents) ; ainsi le prix de souscription des actions dans les deux formules, après application d'une décote de 15%, s'est élevé à 15,87 euros par action.

Cette opération s'est conclue par une augmentation de capital de la société Carrefour SA de 75 millions d'euros (4 713 735 nouvelles actions ordinaires) et la comptabilisation d'une charge opérationnelle au titre de la décote et de l'abondement de (30) millions d'euros environ.



4. Autres informations

4.3 Retraitement des états financiers consolidés du premier semestre 2022 et de l'exercice 2022

Classement en activité abandonnée de Carrefour Taïwan conformément à la norme IFRS 5

Le 19 juillet 2022, le Groupe a signé un accord de cession portant sur la totalité de sa détention dans sa filiale à Taïwan (soit 60%) au groupe Uni-President (détenteur des 40% restants).

S'agissant d'une région géographique principale et distincte, Carrefour Taïwan a été considérée, depuis la date de l'annonce de la cession, comme une activité abandonnée conformément aux dispositions de la norme IFRS 5 (cf. notes 2 et 4 des comptes consolidés au 31 décembre 2022). En conséquence, les actifs et passifs comptabilisés par cette filiale ont été reclassés en tant que détenus en vue de leur vente dans l'état de la situation financière consolidée au 31 décembre 2022 (cf. note 4.3 de ces comptes).

La perte de contrôle de Carrefour Taïwan est intervenue le 30 juin 2023, après l'approbation de l'autorité de la concurrence taïwanaise (TFTC) et la levée d'autres conditions de réalisation usuelles.

De plus, le résultat net et les flux de trésorerie de Carrefour Taïwan ont été reclassés dans les lignes relatives aux activités abandonnées du compte de résultat consolidé et du tableau des flux de trésorerie consolidés du premier semestre 2022. Les reclassements sont présentés dans les notes 4.1.1 et 4.1.2 des comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2023.

Les principaux agrégats du compte de résultat consolidé de la filiale Carrefour Taïwan au titre des premiers semestres 2023 et 2022 se présentent comme suit :

(en millions d'euros)	1er semestre 2023	1er semestre 2022
Résultat opérationnel courant	37	40
Résultat opérationnel	39	37
Résultat avant impôts	37	32
Impôts sur les résultats	(6)	(9)
Résultat net de la période	31	24
Investissements corporels et incorporels	2	5

Retraitement de l'état de la situation financière consolidée au 31 décembre 2022 lié à la réduction du prix de l'acquisition de Grupo BIG au Brésil

Le 31 mars 2023, un accord a été signé avec les vendeurs de Grupo BIG, qui a conduit à une réduction ferme du prix de cette dernière à hauteur de 900 millions de réals au minimum (cf. note 4.2.1 pour plus de détails). En conformité avec la norme IFRS 3 sur les regroupements d'entreprises, la réduction du prix intervenant dans les 12 mois *post closing* de l'acquisition est comptabilisée de manière rétrospective dans le bilan d'ouverture de Grupo BIG en contrepartie du *Goodwill*.

L'état de la situation financière consolidée au 31 décembre 2022 a donc été retraité de cette réduction de prix (sur la ligne « autres actifs financiers non courants » pour sa part long terme et sur la ligne « autres actifs financiers courants » pour sa part court terme), ainsi que d'autres ajustements mineurs. Les retraitements sont présentés dans la note 4.2 des comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2023.



4. Autres informations

4.4 Principales transactions avec les parties liées

Au cours du premier semestre 2023, il n'y a pas eu de modification significative de la nature des transactions effectuées par le Groupe avec ses parties liées par rapport au 31 décembre 2022.

4.5 Événements post-clôture

Le Groupe a inscrit dans son plan stratégique Carrefour 2026 la valorisation des actifs immobiliers en France via le développement de projets immobiliers de mixité urbaine. Dans cette perspective, le Groupe a annoncé le 6 juillet 2023 son association avec Nexity en vue de valoriser 76 sites touchant l'ensemble des formats des magasins Carrefour (hypermarchés, supermarchés, magasins de proximité). Ce partenariat de long terme permettra à Carrefour et Nexity de développer des programmes mixtes à haute performance environnementale, accueillant des logements, des résidences de services, des commerces, des bureaux ou des hôtels. La création de la société qui portera le foncier est prévue au plus tard pour le premier trimestre 2024 ; elle sera détenue à 80% par Carrefour et à 20% par Nexity.

Par ailleurs, Carrefour a annoncé le 12 juillet 2023 la conclusion d'un accord avec le groupe Louis Delhaize en vue de l'acquisition des enseignes Cora et Match en France, qui opèrent respectivement 60 hypermarchés et 115 supermarchés et emploient près de 24 000 personnes. Cette acquisition permet au Groupe de réaffirmer son leadership dans la distribution alimentaire en France, avec une très forte complémentarité géographique des magasins, notamment dans les régions Grand Est et Nord. La transaction valorise les actifs acquis sur la base d'une valeur d'entreprise de 1,05 milliard d'euros et sera réalisée à 100% en numéraire. Elle reste soumise à certaines conditions usuelles, notamment l'autorité de la concurrence française. Sa finalisation est attendue à l'été 2024.

4.6 Facteurs de risque

Les facteurs de risque sont les mêmes que ceux présentés au chapitre 4 *Gestion des risques* du Document d'Enregistrement Universel 2022 du Groupe.



Compte de résultat consolidé	page 26
État du résultat global consolidé	page 27
État de la situation financière consolidée	page 28
Tableau des flux de trésorerie consolidés	page 29
Variation des capitaux propres consolidés	page 31
Notes annexes	page 32



Compte de résultat consolidé

Les informations comparatives du compte de résultat et du tableau des flux de trésorerie consolidés présentées dans ce document ont été retraitées pour refléter le classement en activité abandonnée de Carrefour Taïwan conformément à la norme IFRS 5 – *Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées*. Ces retraitements sont décrits en note 4.

Par ailleurs, l'état de la situation financière consolidée au 31 décembre 2022 a été retraité conformément à la norme IFRS 3 – *Regroupement d'entreprises*, afin de tenir compte des changements impactant le bilan d'ouverture de Grupo BIG au Brésil (cf. notes 3.1 et 4.2).

L'Argentine est considérée comme une économie en hyperinflation au sens des normes IFRS. Ainsi, les dispositions de la norme IAS 29 – *Information financière dans les économies hyperinflationnistes* sont applicables dans les comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2023 : la période comparative présentée inclut également l'ajustement lié à l'inflation.

Les états financiers sont présentés en millions d'euros, avec arrondi au million d'euros près. Des écarts d'arrondis peuvent ainsi apparaître entre différents états.

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	1er semestre 2023	1er semestre 2022 retraité IFRS 5	% Prog.
Chiffre d'affaires hors taxes	6.1	40 743	37 790	7,8%
Programmes de fidélisation		(441)	(400)	10,3%
Chiffre d'affaires hors taxes, net de la fidélisation		40 302	37 391	7,8%
Autres revenus	6.1	1 287	1 168	10,2%
Revenus totaux		41 589	38 558	7,9%
Coût des ventes		(33 515)	(31 055)	7,9%
Marge des activités courantes		8 074	7 504	7,6%
Frais généraux et amortissements	6.2	(7 374)	(6 729)	9,6%
Résultat opérationnel courant		700	775	(9,6)%
Quote-part dans les résultats nets des sociétés mises en équivalence	9.1	24	12	106,8%
Résultat opérationnel courant après quote-part des sociétés mises en équivalence		724	786	(7,9)%
Produits et charges non courants	6.3	(186)	(82)	125,6%
Résultat opérationnel		538	704	(23,6)%
Résultat financier	13.6	(276)	(181)	52,0%
Coût de l'endettement financier net		(191)	(151)	26,1%
Intérêts nets relatifs aux contrats de location		(100)	(68)	47,6%
Autres produits et charges financiers		15	38	(59,9)%
Résultat avant impôts		262	522	(49,8)%
Impôts sur les résultats	10	(153)	(193)	(20,8)%
Résultat net des activités poursuivies		109	329	(66,8)%
Résultat net des activités abandonnées		761	29	2520,0%
Résultat net de la période		871	358	143,1%
dont résultat net - part du Groupe		867	255	239,6%
dont résultat net des activités poursuivies - part du Groupe		118	239	(50,5)%
dont résultat net des activités abandonnées - part du Groupe		749	16	4457,5%
dont résultat net - part attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		4	103	(96,1)%
dont résultat net des activités poursuivies - part attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		(9)	90	(109,7)%
dont résultat net des activités abandonnées - part attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		13	13	0,8%
Résultat de base par action <i>(en euros)</i>		1er semestre 2023	1er semestre 2022 retraité IFRS 5	% Prog.
Résultat net des activités poursuivies - part du Groupe, par action	12.3	0,16	0,32	(48,7)%
Résultat net des activités abandonnées - part du Groupe, par action	12.3	1,03	0,02	4624,8%
Résultat net - part du Groupe, par action	12.3	1,19	0,34	252,1%
Résultat dilué par action <i>(en euros)</i>		1er semestre 2023	1er semestre 2022 retraité IFRS 5	% Prog.
Résultat net des activités poursuivies - part du Groupe, par action	12.3	0,16	0,32	(48,7)%
Résultat net des activités abandonnées - part du Groupe, par action	12.3	1,03	0,02	4622,1%
Résultat net - part du Groupe, par action	12.3	1,19	0,34	251,9%



État du résultat global consolidé

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	1er semestre 2023	1er semestre 2022
Résultat net - part du Groupe		867	255
Résultat net - part attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		4	103
Résultat net total de la période		871	358
Part efficace de la couverture de flux de trésorerie ¹	12.2	(56)	63
Variation des instruments de dette à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	12.2	(36)	(16)
Variation de change sur les prêts intragroupe qualifiés d'investissements nets à l'étranger, après couverture ²	12.2	21	19
Variation des écarts de conversion ³	12.2	217	461
Autres éléments du résultat global recyclables ultérieurement en résultat		146	527
Réévaluation du passif net au titre des régimes à prestations définies ⁴	12.2	(4)	128
Autres éléments du résultat global non recyclables ultérieurement en résultat		(4)	128
Autres éléments du résultat global, après impôt		142	655
Résultat global total		1 013	1 013
dont part du Groupe		929	703
dont part attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		84	310

Les rubriques présentées sont nettes d'impôt (détail présenté en note 12.2).

- (1) Le Swap de change, mis en place par le Groupe en 2022 et qualifié d'instrument de couverture de flux de trésorerie afin de couvrir le risque d'évolution défavorable du dollar taiwanais à hauteur du montant de la part Groupe de la valorisation de Carrefour Taiwan, a été soldé au moment de la cession de cette dernière pour un montant de (46) millions d'euros net d'impôt (cf. note 3.1).
- (2) Au cours du premier semestre 2023 et de l'exercice 2022, Carrefour Finance a octroyé des prêts RCF (Revolving Credit Facilities) intragroupe à la filiale brésilienne Atacadão à hauteur de 2,3 milliards de réals et 5,9 milliards de réals respectivement. Ces prêts ont été qualifiés en Net Investment, et les instruments dérivés pris pour couvrir une partie de ces prêts ont été qualifiés en Net Investment Hedge (cf. note 3.3).
- (3) La variation des écarts de conversion au cours du premier semestre 2023 s'explique essentiellement par la légère appréciation du réal brésilien, partiellement compensée par le reversement des écarts de conversion créditeurs comptabilisés par Carrefour Taiwan, suite à sa cession, pour un montant de (52) millions d'euros.
La variation des écarts de conversion au cours du premier semestre 2022 s'expliquait essentiellement par l'appréciation significative du réal brésilien.
- (4) La réévaluation du passif net au titre des régimes à prestations définies comptabilisée sur le premier semestre 2023 reflète la légère baisse des taux d'actualisation de la zone Euro de 3,80% fin décembre 2022 à 3,70% fin juin 2023 (cf. note 11.3). Sur le premier semestre 2022, ces taux avaient fortement augmenté, passant de 0,80% fin décembre 2021 à 3,20% fin juin 2022.



État de la situation financière consolidée

ACTIF

(en millions d'euros)

	Notes	30/06/2023	31/12/2022 retraité IFRS 3
Goodwill	7.1	8 720	8 644
Autres immobilisations incorporelles	7.1	1 523	1 499
Immobilisations corporelles	7.2	12 603	12 612
Immeubles de placement	7.3	292	279
Droits d'utilisation de l'actif	8.1	4 190	4 190
Titres mis en équivalence	9.1	1 151	1 197
Autres actifs financiers non courants	13.5	1 161	1 251
Encours clients des sociétés financières - Part à plus d'un an	6.5	1 970	1 867
Impôts différés actifs		450	475
Autres actifs non courants		641	609
Actifs non courants		32 702	32 622
Stocks		7 047	6 893
Créances commerciales		3 349	3 330
Encours clients des sociétés financières - Part à moins d'un an	6.5	4 358	4 111
Autres actifs financiers courants	13.2	631	771
Créances fiscales		927	948
Autres actifs courants		1 222	1 025
Trésorerie et équivalents de trésorerie	13.2	3 859	5 216
Actifs détenus en vue de leur vente		52	1 641
Actifs courants		21 444	23 935
TOTAL ACTIF		54 146	56 558

PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES

(en millions d'euros)

	Notes	30/06/2023	31/12/2022 retraité IFRS 3
Capital social		1 867	1 855
Réserves consolidées (y compris résultat)		9 500	9 289
Capitaux propres, part du Groupe		11 367	11 144
Intérêts attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle		1 910	2 042
Capitaux propres		13 276	13 186
Dettes financières - Part à plus d'un an	13.2	6 479	6 912
Engagements locatifs - Part à plus d'un an	8.2	3 626	3 574
Provisions	11	4 228	3 979
Refinancement des encours clients - Part à plus d'un an	6.5	1 678	1 550
Impôts différés passifs		373	365
Dettes fiscales - Part à plus d'un an		62	85
Passifs non courants		16 446	16 464
Dettes financières - Part à moins d'un an	13.2	3 004	2 646
Engagements locatifs - Part à moins d'un an	8.2	936	955
Fournisseurs et autres créditeurs		12 831	14 393
Refinancement des encours clients - Part à moins d'un an	6.5	3 791	3 592
Dettes fiscales - Part à moins d'un an		1 129	1 182
Autres passifs courants		2 733	2 943
Passifs liés aux actifs détenus en vue de leur vente		-	1 196
Passifs courants		24 423	26 907
TOTAL PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES		54 146	56 558



Tableau des flux de trésorerie consolidés

(en millions d'euros)

	1er semestre 2023	1er semestre 2022 retraité IFRS 5
Résultat avant impôt	262	522
OPÉRATIONS D'EXPLOITATION		
Impôts payés	(146)	(198)
Dotations aux amortissements	1 152	1 087
Plus et moins-values sur cessions d'actifs et autres	15	(31)
Variation des provisions et <i>impairment</i>	82	(111)
Coût de l'endettement financier net	191	151
Intérêts nets relatifs aux contrats de location	100	68
Part dans le résultat et dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	39	45
Impact des activités abandonnées ¹	89	111
Autofinancement	1 785	1 645
Variation du besoin en fonds de roulement ²	(1 926)	(2 067)
Impact des activités abandonnées ¹	(54)	(49)
Variation de la trésorerie issue des opérations d'exploitation (hors sociétés financières)	(195)	(470)
Variation des encours sur crédit à la consommation	(18)	54
Variation de la trésorerie issue des opérations d'exploitation - total	(213)	(416)
OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT		
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles ³	(687)	(556)
Acquisitions d'actifs financiers non courants	(6)	(20)
Acquisitions de filiales et de participations dans des entreprises associées ⁴	(3)	(911)
Cessions de filiales et participations dans des entreprises associées ⁵	1 004	21
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles ⁶	289	69
Cessions d'actifs financiers non courants	7	4
Variation des créances et dettes sur acquisitions et cessions d'immobilisations ³	(246)	(262)
Sous-total Investissements nets de désinvestissements	359	(1 656)
Autres emplois	61	93
Impact des activités abandonnées ¹	(225)	(15)
Variation de la trésorerie issue des opérations d'investissement	195	(1 579)
OPÉRATIONS DE FINANCEMENT		
Augmentation / (Réduction) de capital de Carrefour SA ^{7 8}	75	(657)
Augmentation de capital en numéraire souscrite par des participations ne donnant pas le contrôle	8	2
Dividendes versés par Carrefour SA ⁹	(405)	(380)
Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle	(57)	(44)
Variation des actions propres et autres instruments ⁸	(336)	(96)
Variation des actifs financiers courants ¹⁰	233	(1)
Émission d'emprunts obligataires ¹⁰	675	1 500
Remboursement d'emprunts obligataires ¹⁰	(1 058)	(1 082)
Intérêts financiers nets versés	(51)	(100)
Autres variations de l'endettement ¹⁰	155	2 056
Paiements relatifs aux contrats de location (principal) ¹¹	(504)	(449)
Intérêts nets versés relatifs aux contrats de location ¹¹	(100)	(66)
Impact des activités abandonnées ¹	(45)	(54)
Variation de la trésorerie issue des opérations de financement	(1 411)	629
Variation nette de la trésorerie avant effet de change	(1 429)	(1 366)
Incidence des variations de change	(163)	201
VARIATION NETTE DE LA TRÉSORERIE	(1 592)	(1 165)
Trésorerie à l'ouverture de la période	5 451	3 703
Trésorerie à la clôture de la période	3 859	2 539
<i>Dont trésorerie à la clôture des activités poursuivies</i>	<i>3 859</i>	<i>2 331</i>
<i>Dont trésorerie à la clôture des activités abandonnées</i>	<i>-</i>	<i>208</i>

(1) Les retraitements opérés pour refléter le classement des flux relatifs aux activités abandonnées conformément à la norme IFRS 5 sont détaillés en note 4. Ils correspondent quasi-exclusivement à la cession de Carrefour Taiwan, effective le 30 juin 2023.

(2) La variation du besoin en fonds de roulement est détaillée en note 6.4.

(3) Le montant des acquisitions comprend les investissements opérationnels réalisés dans les formats de croissance, notamment ceux relatifs aux conversions de magasins Grupo BIG ainsi que dans la digitalisation du Groupe.

(4) Au premier semestre 2022, cette ligne correspondait principalement au rachat de 100% de Grupo BIG au Brésil (hors acompte versé en mars 2021) pour 866 millions d'euros (4 392 millions de réels brésiliens) pour la partie payée en numéraire.

(5) Ce poste correspond à la cession de Carrefour Taiwan pour un montant de 1,0 milliard d'euros (cf. note 3.1).

(6) Cette ligne correspond principalement à l'opération de sale & lease back de 5 magasins et 4 entrepôts au Brésil (cf. note 3.1) et à la cession de murs et de fonds de commerce de magasins à des franchisés en France. Au 30 juin 2022, ce poste correspondait essentiellement à la cession de fonds de commerce de magasins à des franchisés en France et en Italie.

(7) Au cours du premier semestre 2023, le capital de Carrefour SA a été augmenté de 75 millions d'euros suite à la mise en œuvre de « Carrefour Invest » (cf. note 3.6).

(8) Ces lignes correspondent aux deux premiers mandats de rachats d'actions à hauteur de 200 millions d'euros chacun (cf. note 3.5) mis en œuvre jusqu'au 30 juin 2023 pour 336 millions d'euros, y compris frais associés. Au premier semestre 2022, ce poste correspondait au programme de rachat d'actions de 750 millions d'euros mis en œuvre entre mars et mai 2022 : sur décisions du Conseil d'Administration, 401 millions d'euros d'actions (y compris frais associés) ont été annulées le 20 avril 2022 et 256 millions d'euros (y compris frais associés) ont été annulées le 3 juin 2022. Les actions relatives à ce programme, restant auto-détenues au 30 juin 2022, étaient présentées dans la ligne variation des actions propres et autres instruments.



Tableau des flux de trésorerie consolidés

- (9) Le dividende voté lors de l'Assemblée Générale du 26 mai 2023 a été versé le 8 juin 2023 intégralement en numéraire pour 405 millions d'euros (cf. note 3.4). En 2022, le dividende avait été versé le 9 juin 2022 intégralement en numéraire pour 380 millions d'euros.
- (10) Le détail des éléments constitutifs de la dette financière est présenté en note 13.2. Les variations des passifs issus des activités de financement sont détaillées en note 13.4.
- (11) Conformément à la norme IFRS 16, les paiements relatifs aux contrats de location et les intérêts associés sont présentés dans les flux de financement.



Variation des capitaux propres consolidés

(en millions d'euros)	Capitaux propres, part du Groupe				Total Part du Groupe	Total Participations ne donnant pas le contrôle	Total capitaux propres
	Capital social ¹	Écarts de conversion	Réserves liées à la variation de juste valeur des instruments financiers ²	Autres réserves et résultats			
Capitaux propres au 31 décembre 2021	1 940	(1 990)	(4)	10 305	10 251	1 579	11 830
Résultat net total - 1er semestre 2022	-	-	-	255	255	103	358
Autres éléments du résultat global, après impôt ³	-	252	69	127	448	207	655
Résultat global total - 1er semestre 2022	-	252	69	382	703	310	1 013
Paievements fondés sur des actions	-	-	-	12	12	1	13
Actions propres (net d'impôt) ⁵	-	-	-	(96)	(96)	-	(96)
Dividendes au titre de l'exercice 2021 ⁴	-	-	-	(380)	(380)	(33)	(413)
Variation de capital et primes ⁵	(84)	-	-	(570)	(655)	(0)	(655)
Effet des variations de périmètre et autres mouvements ⁷	-	63	-	120	183	247	430
Capitaux propres au 30 juin 2022	1 855	(1 675)	65	9 774	10 019	2 103	12 122
Capitaux propres au 31 décembre 2022	1 855	(1 670)	78	10 881	11 144	2 042	13 186
Résultat net total - 1er semestre 2023	-	-	-	867	867	4	871
Autres éléments du résultat global, après impôt ³	-	135	(69)	(4)	62	80	142
Résultat global total - 1er semestre 2023	-	135	(69)	863	929	84	1 013
Paievements fondés sur des actions	-	-	-	31	31	1	32
Actions propres (net d'impôt) ⁵	-	-	-	(400)	(400)	-	(400)
Dividendes au titre de l'exercice 2022 ⁴	-	-	-	(405)	(405)	(45)	(450)
Variation de capital et primes ⁶	12	-	-	63	75	9	83
Effet des variations de périmètre et autres mouvements ⁷	-	(1)	-	(7)	(8)	(181)	(189)
Capitaux propres au 30 juin 2023	1 867	(1 536)	9	11 027	11 367	1 910	13 276

(1) Le capital social est composé de 746 871 196 actions ordinaires au 30 juin 2023.

(2) Ce poste est constitué de :

- la réserve de couverture (partie efficace de la variation de juste valeur des instruments de couverture des flux de trésorerie) ;
- la réserve de juste valeur des actifs financiers (variation de juste valeur des actifs financiers comptabilisés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global) ;
- la variation de change sur les prêts intragroupe qualifiés d'investissements nets réalisés à l'étranger, après couverture.

(3) Au 30 juin 2023, pour la part du Groupe, les écarts de conversion reflètent essentiellement la légère appréciation du réal brésilien par rapport au 31 décembre 2022, partiellement compensée par le reversement des écarts de conversion créditeurs comptabilisés par Carrefour Taiwan, suite à sa cession (cf. note 3.1). Cela inclut également la baisse de la juste valeur des titres de la société Flink (cf. note 12.2).

Au 30 juin 2022, les autres éléments du résultat global, après impôt reflétaient l'appréciation significative du réal brésilien par rapport au 31 décembre 2021, et d'autre part, en autres réserves et résultats, la réévaluation du passif net au titre des régimes à prestations définies suite à la hausse des taux d'actualisation de la zone Euro.

(4) Le dividende distribué par Carrefour SA au titre de 2022, d'un montant total de 405 millions d'euros, a été versé intégralement en numéraire au cours du premier semestre 2023.

Le dividende distribué par Carrefour SA au titre de 2021, d'un montant total de 380 millions d'euros, avait été versé intégralement en numéraire au cours du premier semestre 2022.

Les dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle concernent principalement les filiales espagnoles et brésiliennes pour un montant de 45 millions d'euros au cours du premier semestre 2023 et de 33 millions d'euros au cours du premier semestre 2022.

(5) Le programme de rachat d'actions de 800 millions d'euros, autorisé par les Assemblées Générales des actionnaires des 3 juin 2022 et 26 mai 2023, a été initié sur le premier semestre 2023 en deux mandats de 200 millions d'euros chacun.

Le premier mandat de 200 millions d'euros de rachat d'actions s'est terminé le 31 mars 2023.

Le second mandat de rachat d'actions a débuté le 2 mai 2023 et était encore en cours au 30 juin 2023. A cette date, 135 millions d'euros d'actions avaient été rachetés conduisant à l'enregistrement d'un passif financier à court terme de 65 millions d'euros en contrepartie d'une diminution des capitaux propres (cf. note 3.5).

Sur le premier semestre 2022, un programme de rachat d'actions de 750 millions d'euros avait été mené en deux tranches de 400 et 350 millions d'euros représentant un nombre de 38 423 806 actions. Le capital social de Carrefour SA avait ensuite été réduit par voie d'annulation de 33 738 431 actions. A l'issue de ces annulations d'actions, le nombre d'actions auto-détenues s'élevait à 11 544 870 actions, représentant environ 1,6% du capital social au 30 juin 2022.

(6) Le Groupe a lancé le 1^{er} mars 2023 « Carrefour Invest », une offre internationale d'actionariat réservée à ses salariés. Cette opération s'est conclue par une augmentation de capital de 75 millions d'euros (4 713 735 nouvelles actions ordinaires) de la société Carrefour SA (cf. note 3.6).

(7) L'effet des variations de périmètre et autres mouvements au 30 juin 2023 correspond essentiellement à la cession de Carrefour Taiwan (cf. note 3.1). Au 30 juin 2022, il correspondait essentiellement à l'acquisition de Grupo BIG pour la partie payée en actions Carrefour Brésil nouvellement émises (cf. note 3.1 des comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2022).



Sommaire des notes annexes

NOTE 1 : BASES DE PRÉPARATION DES COMPTES CONSOLIDÉS SEMESTRIELS RÉSUMÉS	- 33 -
NOTE 2 : SAISONNALITÉ DE L'ACTIVITÉ	- 36 -
NOTE 3 : FAITS MARQUANTS DE LA PÉRIODE	- 37 -
NOTE 4 : RETRAITEMENT DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS DU PREMIER SEMESTRE 2022 ET DE L'EXERCICE 2022	- 44 -
NOTE 5 : INFORMATION SECTORIELLE	- 48 -
NOTE 6 : DONNÉES OPÉRATIONNELLES	- 50 -
NOTE 7 : IMMOBILISATIONS INCORPORELLES, CORPORELLES ET IMMEUBLES DE PLACEMENT ..	- 56 -
NOTE 8 : CONTRATS DE LOCATION	- 58 -
NOTE 9 : TITRES MIS EN ÉQUIVALENCE	- 59 -
NOTE 10 : IMPÔTS	- 60 -
NOTE 11 : PROVISIONS ET PASSIFS ÉVENTUELS	- 61 -
NOTE 12 : CAPITAUX PROPRES, AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL ET RÉSULTAT PAR ACTION	- 64 -
NOTE 13 : ACTIFS, PASSIFS ET RÉSULTAT FINANCIERS	- 67 -
NOTE 14 : AUTRES INFORMATIONS	- 74 -



NOTE 1 : BASES DE PRÉPARATION DES COMPTES CONSOLIDÉS SEMESTRIELS RÉSUMÉS

Les états financiers consolidés semestriels résumés au 30 juin 2023 ont été arrêtés par le Conseil d'Administration le 26 juillet 2023.

Carrefour SA (« la Société ») est une entreprise domiciliée en France (93, avenue de Paris, 91300 Massy). Les états financiers consolidés semestriels résumés pour la période de 6 mois prenant fin le 30 juin 2023 reflètent la situation financière et le résultat de la Société et de ses filiales (l'ensemble désigné comme « Carrefour » ou « le Groupe »), ainsi que les intérêts du Groupe dans les sociétés mises en équivalence (entreprises associées et co-entreprises). Ils sont établis en euros, monnaie fonctionnelle de la Société.

1.1 Déclaration de conformité

En application du règlement européen n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, les états financiers consolidés semestriels résumés du Groupe au 30 juin 2023 ont été établis en conformité avec les normes comptables internationales IFRS (*International Financial Reporting Standards*) telles qu'adoptées par l'Union Européenne au 30 juin 2023 et qui sont d'application obligatoire à cette date, avec des données comparatives (premier semestre 2022 ou 31 décembre 2022) établies selon le référentiel applicable à la date de clôture.

Les textes adoptés par l'Union Européenne sont publiés au *Journal officiel de l'Union Européenne* et peuvent être consultés sur EUR-Lex.

Au 30 juin 2023, les normes et interprétations adoptées par l'Union Européenne sont identiques aux normes et interprétations d'application obligatoire publiées par l'IASB, à l'exception des amendements à IAS 12 – *Impôts sur le résultat : Réforme fiscale internationale – Modèle de règles du pilier 2* qui n'ont pas encore été adoptés par l'Union Européenne.

1.2 Évolution du référentiel comptable

Les méthodes comptables appliquées par le Groupe dans les comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2023 sont identiques à celles retenues pour les comptes consolidés au 31 décembre 2022, à l'exception de normes et d'amendements de normes dont l'application est obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2023 et qui sont les suivants :

- Norme IFRS 17 – *Contrats d'assurance* ;
- Amendements à IFRS 17 – *Contrats d'assurance : Première application d'IFRS 17 et d'IFRS 9 – Informations comparatives* ;
- Amendements à IAS 1 – *Présentation des états financiers et Énoncé pratique 2 sur les IFRS : Informations à fournir sur les méthodes comptables* ;
- Amendements à IAS 8 – *Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs : Définition des changements d'estimations* ;
- Amendements à IAS 12 – *Impôts sur le résultat : impôts différés relatifs à des actifs et des passifs résultant d'une même transaction*.

L'application de la norme IFRS 17 – *Contrats d'assurance* n'a pas eu d'incidence sur les états financiers consolidés du Groupe. L'application des autres textes n'a pas eu non plus d'incidence sur les comptes consolidés du Groupe.

**Textes adoptés par l'Union Européenne mais non encore applicables**

Normes, amendements et interprétations	Date d'application
Amendements à IAS 1 - <i>Présentation des états financiers : Classification des passifs en courant ou non courant – report de la date d'entrée en vigueur ; passifs non courants assortis de clauses restrictives</i>	1 ^{er} janvier 2024
Amendements à IFRS 16 – <i>Contrats de location : Obligation locative découlant d'une cession-bail</i>	1 ^{er} janvier 2024
Amendements à IAS 7 – <i>Tableau des flux de trésorerie</i> et IFRS 7 - <i>Instruments financiers : informations à fournir : Accords de financement de fournisseurs</i>	1 ^{er} janvier 2024

Textes non encore adoptés par l'Union Européenne

Normes, amendements et interprétations	Date d'application ⁽¹⁾
Amendements à IAS 12 – <i>Impôts sur le résultat : Réforme fiscale internationale – Modèle de règles du pilier 2</i>	1 ^{er} janvier 2023

(1) Sous réserve de l'adoption par l'Union Européenne.

Carrefour n'anticipe pas d'incidence significative de l'application de ces textes sur les comptes consolidés du Groupe.

1.3 Particularités propres à l'établissement des états financiers intermédiaires**1.3.1 Principes de présentation**

Les états financiers consolidés semestriels résumés au 30 juin 2023 sont établis en conformité avec la norme IAS 34 – *Information financière intermédiaire*. S'agissant de comptes résumés, les états financiers consolidés semestriels n'incluent pas l'intégralité des informations financières requises pour des états financiers annuels complets et doivent être lus conjointement avec les états financiers du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2022, inclus dans le document d'enregistrement universel déposé auprès de l'AMF (disponible sur demande au siège de la Société, au 93 avenue de Paris – 91300 Massy, ou sur son site internet www.carrefour.com).

1.3.2 Estimation de la charge d'impôt

Conformément à IAS 34, la charge d'impôt du premier semestre est déterminée sur la base du taux d'impôt annuel moyen pondéré estimé au titre de l'exercice 2023 (taux effectif d'impôt), pour chaque entité ou sous-ensemble fiscal (cf. note 10). Les incidences fiscales des transactions spécifiques sont enregistrées sur la période.

L'analyse des incidences de l'application de la réforme fiscale internationale Pilier 2 est en cours. A ce stade, l'incidence globale serait non significative aux bornes du Groupe compte tenu du niveau des taux d'imposition dans les juridictions dans lesquelles le Groupe est implanté.

1.3.3 Avantages postérieurs à l'emploi et autres avantages à long terme

La provision pour engagements de retraite et avantages assimilés est comptabilisée sur la base des projections faites par les actuaires, qui se fondent sur les données de la clôture de l'exercice précédent. Le taux d'actualisation des principaux pays contributeurs (zone Euro) est revu au 30 juin (cf. note 11.3). En cas d'évolutions significatives des hypothèses sur le semestre ou d'impacts ponctuels (taux d'actualisation, législation en vigueur, population concernée), les projections sont mises à jour afin d'en tenir compte.



Suite à la promulgation en France le 15 avril 2023 de la loi n°2023-270 de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2023, la réforme des régimes de retraite a été prise en compte dans la détermination des provisions au titre des régimes à prestations définies au 30 juin 2023 : les changements induits par cette réforme ont été analysés comme une modification de régime au sens d'IAS 19 ; ainsi l'impact a été traité comme un coût des services passés et a donc été comptabilisé en résultat opérationnel.

1.3.4 Conflit en Ukraine

Le Groupe n'exerce pas d'activités en Ukraine, en Russie, ni en Biélorussie. Il n'y détient aucun actif, aucune participation dans des entités, et n'est bénéficiaire d'aucun contrat de franchise. De plus, l'exposition du Groupe aux produits de ces pays n'est pas jugée significative. Le Groupe n'est pas affecté de manière significative par les restrictions et les sanctions commerciales imposées par certains États à la Russie.

Toutefois, le Groupe est impacté, dans une certaine mesure, par les conséquences macroéconomiques de ce conflit, compte tenu notamment des fluctuations de prix de l'énergie induites, qui se sont traduites par une hausse du coût de l'énergie dans les comptes depuis 2022.

Le Groupe suit de près l'évolution de ce conflit et ses conséquences macroéconomiques et potentiellement opérationnelles, notamment dans ses pays intégrés limitrophes de l'Ukraine (Pologne et Roumanie).

1.4 Recours à des estimations et au jugement

La préparation des états financiers consolidés implique la prise en compte d'estimations et d'hypothèses par la Direction du Groupe qui peuvent affecter la valeur comptable de certains éléments d'actifs et de passifs, de produits et de charges, ainsi que les informations données dans les notes annexes. La Direction du Groupe revoit ces estimations et hypothèses de manière régulière afin de s'assurer de leur pertinence au regard de l'expérience passée et de la situation économique actuelle. En fonction de l'évolution de ces hypothèses, les éléments figurant dans les futurs états financiers pourraient être différents des estimations actuelles. Outre l'utilisation d'estimations, la Direction du Groupe exerce son jugement pour définir et mettre en œuvre le traitement comptable adéquat de certaines transactions et activités.

Les principales estimations faites par la Direction et jugements exercés pour l'établissement des états financiers consolidés semestriels résumés au 30 juin 2023 sont identiques à ceux décrits dans les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2022, à l'exception des éléments décrits dans la note 1.3.

1.5 Bases d'évaluation

Les états financiers consolidés sont établis sur la base du coût historique, à l'exception :

- de certains actifs et passifs financiers, évalués à la juste valeur (cf. note 13) ;
- des actifs acquis et passifs repris dans le cadre de regroupements d'entreprises, évalués à la juste valeur ;
- des actifs acquis par voie d'échange, évalués à la juste valeur quand l'opération d'échange revêt une substance commerciale et qu'il est possible d'évaluer de manière fiable la juste valeur des actifs reçus ou de ceux cédés ;
- des actifs non courants détenus en vue de leur vente, évalués et comptabilisés au montant le plus faible entre leur valeur nette comptable et leur juste valeur diminuée des frais liés à la vente.



La notion de juste valeur s'entend comme le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation. Conformément à la hiérarchie définie dans la norme IFRS 13 - *Évaluation à la juste valeur*, il existe trois niveaux de juste valeur :

- Niveau 1 : juste valeur évaluée par référence à des prix (non ajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs et passifs identiques ;
- Niveau 2 : juste valeur évaluée par des modèles utilisant des données d'entrée qui sont observables pour l'actif ou le passif concerné, soit directement (à savoir des prix) soit indirectement (à savoir des données dérivées de prix) ;
- Niveau 3 : juste valeur évaluée par référence à des données relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas basées sur des données observables de marché.

L'Argentine est considérée comme une économie en hyperinflation au sens des normes IFRS. Ainsi les dispositions de la norme IAS 29 - *Information financière dans les économies hyperinflationnistes* sont applicables dans les comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2023 ; la période comparative présentée inclut également l'ajustement lié à l'inflation.

NOTE 2 : SAISONNALITÉ DE L'ACTIVITÉ

A l'instar des autres groupes de grande distribution, Carrefour exerce une activité dont le volume varie de manière sensible au cours de l'année, ce qui peut rendre les comptes consolidés du premier et du deuxième semestre difficilement comparables. Les effets de cette saisonnalité sont particulièrement marqués au niveau du résultat opérationnel courant et de la génération de flux de trésorerie.

Le chiffre d'affaires du Groupe connaît une saisonnalité, caractérisée par un second semestre plus fort que le premier, notamment en raison d'une activité plus soutenue au mois de décembre. L'essentiel des charges opérationnelles (frais de personnel, amortissements, ...) étant en revanche réparti plus linéairement sur l'année, le résultat opérationnel courant du Groupe est historiquement plus faible au premier semestre qu'au second.

Les flux de trésorerie générés par le Groupe sont également affectés de manière significative par cette saisonnalité : la variation du besoin en fonds de roulement constatée au premier semestre est structurellement fortement négative du fait des importants règlements fournisseurs réalisés en début d'année civile au titre des achats effectués pour servir la forte demande du mois de décembre de l'année précédente.



NOTE 3 : FAITS MARQUANTS DE LA PÉRIODE

3.1 Principales acquisitions, cessions et opérations de la période

Cession de Carrefour Taïwan

Le 19 juillet 2022, le Groupe a signé un accord de cession portant sur la totalité de sa détention dans sa filiale à Taïwan (soit 60%) au groupe Uni-President (détenteur des 40% restants). Les clauses suspensives ayant été levées, en particulier l'approbation de l'autorité de la concurrence locale obtenue en mai 2023, cet accord a donné lieu à la perte de contrôle de la filiale le 30 juin 2023.

Le prix de cession préliminaire s'élève à 31,1 milliards de dollars taïwanais, représentant 1,0 milliard d'euros (après prise en compte de la couverture de change). La plus-value de cession s'élève à 0,75 milliard d'euros environ et a été comptabilisée dans le résultat net des activités abandonnées. En effet, s'agissant d'une région géographique principale et distincte, Carrefour Taïwan est considérée, depuis la date de l'annonce de la cession, comme une activité abandonnée conformément aux dispositions de la norme IFRS 5. Pour plus de détails sur les impacts de cette cession dans les comptes consolidés semestriels au 30 juin 2023, voir note 4.1.

Par ailleurs, pour rappel, le 14 mars 2022, un incendie a endommagé l'entrepôt logistique loué par Carrefour dans le district de Yang Mei à Taïwan. Ce sinistre a fait l'objet d'une déclaration auprès des compagnies d'assurance du Groupe. Les pertes sur stocks et matériels détruits ont été enregistrées au cours de l'exercice 2022 en contrepartie d'une indemnité à percevoir de la part des assureurs classée en autres actifs courants. Il en est de même en ce qui concerne les pertes d'exploitation estimées au titre de l'exercice 2022, ainsi que celles relatives au premier semestre 2023. En juin 2023, suite à leurs conclusions définitives, les compagnies d'assurance du Groupe ont versé le solde de l'indemnité comptabilisée au titre du préjudice, après déduction des deux acomptes déjà versés l'année dernière. Ces impacts sont comptabilisés en résultat net des activités abandonnées des périodes concernées.

Acquisition de Grupo BIG (Brésil) – Réduction du prix d'acquisition

Le 24 mars 2021, Carrefour Brésil a conclu un accord avec Advent International et Walmart en vue de l'acquisition de Grupo BIG, troisième acteur de la distribution alimentaire au Brésil. Ce dernier a réalisé un chiffre d'affaires Hors Taxes (HT) d'environ 20 milliards de réals (soit 3,1 milliards d'euros environ) en 2021 et exploite un réseau multiformat de 388 magasins, dont 181 magasins détenus en propre.

L'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de Carrefour Brésil, ainsi que la CADE, l'autorité de la concurrence brésilienne, ont approuvé cette transaction respectivement le 19 mai 2022 et le 25 mai 2022 (sous réserve de céder 14 magasins – cessions devenues effectives avant le 30 juin 2023).

Le *closing* de l'opération est intervenu le 1^{er} juin 2022 et le paiement a été effectué le 6 juin 2022.

Le prix d'achat préliminaire de 100% de Grupo BIG était de 7 465 millions de réals (soit 1 471 millions d'euros au taux de conversion du jour de la transaction), et se décomposait comme suit :

- Un paiement en numéraire de 5 292 millions de réals (soit 1 milliard d'euros environ) représentant 70% du prix de base auquel s'ajoutaient divers ajustements de prix préliminaires pour 42 millions de réals (soit 8 millions d'euros environ), et dont 900 millions de réals d'acompte (soit 139 millions d'euros) avaient été versés en mars 2021 ;
- Un paiement en actions de 117 millions d'actions Carrefour Brésil nouvellement émises (représentant 30% du prix de base) dont la juste valeur était de 2 173 millions de réals (soit 430 millions d'euros environ) au 6 juin 2022.

S'agissant d'une transaction avec des minoritaires, l'impact relatif au paiement de 30% de Grupo BIG en actions Carrefour Brésil avait été comptabilisé dans les capitaux propres consolidés à hauteur de 180 millions d'euros environ pour la part du Groupe et de 250 millions d'euros environ pour la part attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle.

L'accord incluait également un complément de prix qui aurait dû être payé 6 mois après le *closing* de l'opération si le cours de bourse de l'action Carrefour Brésil avait dépassé la valeur de référence de



19,26 réals. Aucun complément de prix n'a été payé sur 2022 puisque le cours de bourse de l'action Carrefour Brésil était de 15,10 réals au 6 décembre 2022.

Évolution sur le premier semestre 2023

Les discussions menées entre les vendeurs (Advent International et Walmart) et l'acheteur (Carrefour Brésil) en application des clauses du contrat d'acquisition de Grupo BIG ont conduit les parties à s'accorder sur une réduction de prix ferme de 900 millions de réals (versée en 2 tranches de 350 et 550 millions de réals respectivement) et une réduction potentielle supplémentaire d'un montant maximum de 100 millions de réals.

Cet accord a été signé le 31 mars 2023 avec les 2 conditions suspensives suivantes :

- versement immédiat de la première tranche de 350 millions de réals (soit 317 millions de réals après prise en compte d'ajustements mineurs) ;
- fourniture par les vendeurs d'une garantie bancaire à première demande de la part d'une banque de premier plan.

Cet accord est devenu définitif le 11 avril 2023 suite à la levée des 2 conditions suspensives.

Outre les 350 millions de réals versés le 11 avril 2023, cet accord prévoit principalement les réductions de prix suivantes :

- Une deuxième tranche de 550 millions de réals qui sera versée 60 jours après la publication des comptes consolidés annuels 2023 de Carrefour Brésil. Les 550 millions de réals sont porteurs d'intérêts aux taux SELIC calculés depuis le 11 avril 2023 ;
- Un complément variable à recevoir d'un montant maximum de 100 millions de réals, calculé selon une métrique convenue entre les parties prenantes. Ce complément est également porteur d'intérêts aux taux SELIC calculés depuis le 11 avril 2023.

Le prix d'achat de Grupo BIG est de 6 687 millions de réals (soit 1 318 millions d'euros au taux de conversion du jour de la transaction), après notamment l'actualisation des (900) millions de réals de réduction de prix au 1^{er} juin 2022.

Par ailleurs, Carrefour Brésil a ajusté les provisions pour risques sociaux et fiscaux (nettes de l'impôt différé associé) pour un montant non significatif de 33 millions de réals.

En conformité avec la norme IFRS 3 sur les regroupements d'entreprises, la réduction du prix et autres ajustements intervenant dans les 12 mois *post closing* de l'acquisition sont comptabilisés de manière rétrospective dans le bilan d'ouverture de Grupo BIG en contrepartie du *Goodwill* (cf. note 4.2 pour plus de détails sur le retraitement de l'état de la situation financière consolidée au 31 décembre 2022).



Le bilan d'ouverture définitif de Grupo BIG au 1^{er} juin 2022, intégré dans les comptes consolidés du Groupe, est le suivant :

ACTIF

<i>(en millions de réels)</i>	Référence	Bilan d'ouverture (Valeur nette comptable)	Ajustements de Juste Valeur	Bilan d'ouverture préliminaire (Juste Valeur)	Réduction de prix et autres ajustements	Bilan d'ouverture définitif (Juste Valeur)	Bilan d'ouverture définitif (en millions d'euros)
<i>Goodwill</i>	(a)	220	4 556	4 776	(745)	4 031	795
Autres immobilisations incorporelles	(e)	265	263	527		527	104
Immobilisations corporelles	(c)	4 887	5 033	9 920		9 920	1 955
Droits d'utilisation de l'actif	(b)	2 465	(22)	2 443		2 443	482
Autres actifs financiers non courants	(f)	586		586		586	116
Impôts différés actifs	(g)	2 407	(2 407)	-		-	-
Autres actifs non courants	(h)	3 095	(1 108)	1 987		1 987	392
Actifs non courants		13 925	6 315	20 240	(745)	19 495	3 843
Stocks	(j)	2 955	(168)	2 787		2 787	549
Créances commerciales	(l)	702		702		702	138
Autres actifs financiers courants	(l)	77		77		77	15
Créances fiscales	(l)	513		513		513	101
Autres actifs courants	(k)	204	(20)	184		184	36
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(l)	317		317		317	62
Actifs détenus en vue de leur vente	(i)	-	323	323		323	64
Actifs courants		4 769	135	4 904	-	4 904	966
TOTAL ACTIF		18 694	6 450	25 144	(745)	24 399	4 810

PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES

<i>(en millions de réels)</i>	Référence	Bilan d'ouverture (Valeur nette comptable)	Ajustements de Juste Valeur	Bilan d'ouverture préliminaire (Juste Valeur)	Réduction de prix et autres ajustements	Bilan d'ouverture définitif (Juste Valeur)	Bilan d'ouverture définitif (en millions d'euros)
Capitaux propres		8 859	(1 394)	7 465	(778)	6 687	1 318
Engagements locatifs - Part à plus d'un an	(b)	2 598	(292)	2 306		2 306	454
Provisions	(d)	2 528	8 058	10 586	27	10 613	2 092
Impôts différés passifs	(g)	150	61	211	6	217	43
Passifs non courants		5 276	7 827	13 103	33	13 136	2 589
Dettes financières - Part à moins d'un an	(l)	982		982		982	194
Engagements locatifs - Part à moins d'un an	(b)	196	(124)	72		72	14
Fournisseurs et autres créditeurs	(k)	2 617	139	2 756		2 756	543
Dettes fiscales - Part à moins d'un an	(l)	96		96		96	19
Autres passifs courants	(k)	667		667		667	131
Passifs courants		4 558	15	4 573	-	4 573	901
TOTAL PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES		18 694	6 450	25 144	(745)	24 399	4 810



L'exercice d'allocation des actifs et passifs à la juste valeur tel que requis par la norme IFRS 3 – *Regroupement d'entreprises* a été mis en œuvre et a conduit à reconnaître un *goodwill* (a) définitif de 795 millions d'euros dans les comptes consolidés semestriels au 30 juin 2023.

Le bilan d'ouverture définitif de Grupo BIG est par ailleurs composé des éléments suivants :

- (b) Estimation des droits d'utilisation de l'actif et des engagements locatifs afférents des magasins loués par Grupo BIG en tenant compte de la durée raisonnablement certaine des contrats de location en application des règles définies par le Groupe (cf. note 8 des comptes consolidés au 31 décembre 2022).
- (c) Évaluation à la juste valeur (déterminée en fonction de la valeur de marché d'actifs similaires) des terrains et des murs des magasins détenus en propre.
- (d) Rehaussement significatif des provisions à l'issue des analyses menées sur les contentieux et passifs éventuels (comptabilisés en application de la norme IFRS 3) par la filiale brésilienne et ses conseils au cours de l'année 2022. Ce rehaussement couvre en particulier des risques fiscaux et sociaux (cf. note 11 des comptes consolidés au 31 décembre 2022).
- (e) Reconnaissance et valorisation des marques acquises (*Maxxi, BIG, Bompreço, Nacional* et *TodoDia*) et du caractère indéfini de leur durée d'utilisation.
- (f) Maintien de la valeur nette comptable des autres actifs financiers non courants, essentiellement relatifs à des dépôts judiciaires versés dans le cadre de contentieux.
- (g) Dépréciation de la totalité des impôts différés actifs (avant effets impôts différés relatifs aux ajustements des actifs et des passifs à la juste valeur) des entités juridiques faisant partie de Grupo BIG, faute d'un historique récent de profits fiscaux.
- (h) Dépréciation partielle des autres actifs non courants, consistant essentiellement en des crédits ICMS et PIS-COFINS, après analyse des perspectives d'utilisation futures et de validité de ces crédits.
- (i) Classement en actifs détenus en vue de leur vente des 14 magasins à céder suite à la décision de la CADE. Ces magasins ont été cédés en 2022 et sur le premier semestre 2023.
- (j) Homogénéisation des pratiques comptables concernant les stocks afin d'incorporer l'ensemble des éléments constitutifs du coût d'achat des marchandises vendues et de prendre en compte les conditions obtenues à l'achat de la part des fournisseurs selon les règles définies par le Groupe (cf. note 6.4 des comptes consolidés au 31 décembre 2022). Une partie de la valeur des stocks a également été diminuée afin de refléter leur juste valeur.
- (k) Homogénéisation des pratiques comptables concernant les autres actifs/passifs courants et les dettes fournisseurs et autres créditeurs.
- (l) Maintien de la valeur nette comptable des autres actifs et autres passifs (y compris créances commerciales, autres actifs financiers courants, trésorerie et équivalents de trésorerie, dettes financières, créances et dettes fiscales).

Acquisition en cours des activités de Cora (Roumanie) – Regroupement d'entreprises

En avril 2023, Carrefour a conclu un accord avec le Groupe Louis Delhaize en vue de la reprise de ses activités en Roumanie, incluant 10 hypermarchés Cora et 8 Cora Urban, et près de 2 400 collaborateurs. Cette opération consolidera la présence de Carrefour en Roumanie, avec des hypermarchés situés dans des emplacements de première qualité, qui seront convertis aux formats et à l'enseigne Carrefour.

La réalisation de l'opération est soumise aux conditions usuelles, dont notamment l'approbation des autorités de la concurrence compétentes. Sa finalisation est attendue d'ici la fin de l'exercice 2023.

Création de la société Unlimitail en partenariat avec Publicis Groupe

Le 8 novembre 2022, le groupe Carrefour et Publicis Groupe ont annoncé leur intention de créer une société commune sur le marché en plein essor du *retail media* en Europe continentale et en Amérique latine. Le 15 juin 2023, cette intention s'est concrétisée avec l'annonce du lancement de la société Unlimitail (détenue à 51% par Carrefour et 49% par Publicis). Cette société est intégrée globalement dans les comptes consolidés du Groupe depuis cette date. Unlimitail va s'associer avec des distributeurs et des marques, apportant l'expertise et le potentiel de connexion du *retail media* dans ces régions. Unlimitail est basée sur une des technologies les plus avancées de Publicis, « *CitrusAd powered by Epsilon* », avec la connaissance approfondie de Carrefour Links dans le *retail media*.



Opération de *sale and lease back* (Brésil)

Le 12 mai 2023, Carrefour Brésil a annoncé être entré en négociations exclusives avec Barzel, une société d'investissement immobilier et d'*asset management*, en vue de la cession en *sale & lease back* de 5 magasins et 4 entrepôts, pour un montant total de 1,2 milliard de réals environ, soit 220 millions d'euros environ.

La CADE, l'autorité de la concurrence brésilienne, a approuvé la transaction le 12 juin 2023.

Suite à la finalisation de la négociation des accords définitifs et à la satisfaction d'autres conditions préalables, ces actifs sont loués à Carrefour depuis le 30 juin 2023 (date du *closing* de l'opération et de la signature des contrats de location pour des durées fermes de 20 ans, avec une option de renouvellement de 5 ans). Cette opération a entraîné la comptabilisation d'un résultat non courant d'environ 10 millions d'euros.

3.2 Simplification de l'organisation dans le cadre du plan de transformation

Le Groupe a présenté le 8 novembre 2022 son nouveau plan stratégique Carrefour 2026 afin d'accélérer sa transformation, en continuité avec le précédent plan. Il s'appuie sur sa raison d'être, la transition alimentaire pour tous, et son modèle omnicanal fondé sur le digital. Carrefour 2026 comporte deux piliers :

- S'engager pour que tous nos clients accèdent au meilleur,
- Inventer le Groupe de demain.

Ce deuxième pilier prévoit de transformer les organisations pour optimiser notre fonctionnement interne en s'appuyant sur la digitalisation.

Ainsi, Carrefour France a engagé début juin une démarche de dialogue social autour d'un projet de transformation de ses sièges français, destiné à sauvegarder durablement sa compétitivité et à gagner en performance, en agilité et en simplicité au service des magasins. Le projet de nouvelle organisation a été présenté le 26 juin 2023 aux partenaires sociaux. A cette occasion, Carrefour a confirmé qu'un nombre maximum de 979 départs, basés sur du strict volontariat, seraient susceptibles d'intervenir dans le cadre de la Rupture Conventionnelle Collective en cours de négociation avec les partenaires sociaux. Au terme de 4 séances de négociations, l'accord portant sur la rupture conventionnelle collective a été signé le 12 juillet 2023 par les organisations syndicales représentant une très forte majorité des salariés concernés.

Le montant de la provision comptabilisée dans les comptes consolidés au 30 juin 2023 a été déterminé en tenant compte de diverses hypothèses et constitue la meilleure estimation des coûts que le Groupe s'attend à supporter au titre du plan de réorganisation en cours de mise en œuvre (cf. notes 6.3 et 11.5).

3.3 Sécurisation des financements long terme du Groupe

Le 2 mai 2023, le Groupe a procédé au placement d'une nouvelle émission obligataire dite *Sustainability-Linked*, indexée sur deux objectifs liés aux émissions de gaz à effet de serre, d'un montant total de 500 millions d'euros, d'une maturité de 7,5 ans (échéance octobre 2030) et d'un coupon de 3,75%.

Cette émission obligataire s'intègre dans une stratégie de financement alignée avec les objectifs et ambitions du Groupe en matière de RSE : elle a été réalisée dans le cadre du *Framework* de type *SLB* (*Sustainability-Linked Bond*) de son programme EMTN (*Euro-Medium Term Notes*) publié en juin 2021 et dont la composante RSE a été mise à jour et renforcée en mai 2022.

Le 12 juin 2023, le Groupe a procédé au remboursement d'un emprunt obligataire d'un montant de 500 millions d'euros, d'une maturité de 5 ans et d'un coupon de 0,88%.

Le 14 juin 2023, le Groupe a procédé au remboursement d'un emprunt obligataire convertible non dilutif en actions pour un montant de 500 millions de dollars, d'une maturité de 6 ans et d'un coupon de 0%.

Ces opérations permettent de sécuriser la liquidité du Groupe à court et moyen terme dans un environnement économique incertain, et s'inscrivent dans la stratégie de sécurisation des financements de Carrefour. La maturité moyenne du socle obligataire de Carrefour SA s'établit à 3,8 ans à fin juin 2023 à comparer à 3,6 ans à fin décembre 2022 et à 3,8 ans à fin juin 2022.



Financements de la filiale brésilienne Atacadão

Dans la continuité des opérations de 2021 et 2022, la filiale brésilienne Atacadão a mis en place en 2023 les financements lui permettant également de sécuriser ses besoins à moyen et long terme.

Le 10 janvier 2023, des financements bancaires en devise USD, immédiatement swappés en BRL, ont été exécutés pour un montant total de 2 293 millions de réals (environ 436 millions d'euros au taux de conversion du 30 juin 2023) et d'une maturité de 11 mois.

Le 14 avril 2023, de nouveaux financements bancaires en devises EUR et USD, immédiatement swappés en BRL, ont été exécutés pour un montant total de 744 millions de réals, permettant le remboursement d'un emprunt bancaire d'un montant total de 750 millions de réals arrivant à échéance le même jour.

Le 27 avril 2023, Atacadão a procédé au remboursement d'un emprunt obligataire de type *debentures* pour un montant de 500 millions de réals (environ 95 millions d'euros au taux de conversion du 30 juin 2023), d'une maturité de 5 ans et d'un coupon de 105,75% du CDI (« *Certificado de Depósito Interbancário* »).

Deux emprunts bancaires liés à la loi 4131/1962 sont arrivés à échéance, le 5 mai 2023 pour un montant de 793 millions de réals et le 8 mai pour un montant de 568 millions de réals (environ 259 millions d'euros au taux de conversion du 30 juin 2023). Au cours du mois de juin 2023, deux autres financements bancaires ont été remboursés, le 5 juin pour un montant de 1 014 millions de réals et le 7 juin pour un montant de 568 millions de réals (environ 300 millions d'euros au taux de conversion du 30 juin 2023).

De plus, la filiale brésilienne a procédé le 2 juin 2023 à l'émission de *debentures* simples, non garanties, non convertibles en actions (« CRA ») pour un montant de 930 millions de réals (environ 177 millions d'euros au taux de conversion du 30 juin 2023) en trois séries :

- Une première série de 330 millions de réals, d'un coupon de CDI+0,95% et d'une maturité de 3 ans ;
- Une deuxième série de 468 millions de réals, d'un coupon de 111,20% du CDI (après couverture) et d'une maturité de 4 ans ;
- Une troisième série de 132 millions de réals, d'un coupon de CDI+1,00% et d'une maturité de 5 ans.

Pour mémoire, en 2022, avaient été exécutés deux financements inter-compagnie entre les sociétés Carrefour Finance et Atacadão :

- Le premier RCF (*Revolving Credit Facility*), d'un montant de 4 milliards de réals et d'un taux d'intérêt annuel de 12% arrivant à échéance en juillet 2023 ;
- Le deuxième RCF d'un montant de 1,9 milliard de réals, d'un taux d'intérêt annuel de 14,25% et d'une maturité de 3 ans.

Au cours du premier semestre 2023, a été mis en place un nouveau financement inter-compagnie entre les sociétés Carrefour Finance et Atacadão :

- Le troisième RCF d'un montant de 6,3 milliards de réals (environ 1,2 milliard d'euros au taux de conversion du 30 juin 2023), d'un taux d'intérêt annuel de 14,95% et d'une maturité de 3 ans, a été tiré pour 2,3 milliards de réals. Les 4 milliards de réals restants seront tirés en juillet 2023 afin de refinancer le premier RCF, qui sera arrivé à échéance.

Ces financements intragroupe RCF, d'un montant total de 8,2 milliards de réals au 30 juin 2023, sont qualifiés d'investissements nets dans une activité à l'étranger (« *Net Investment* »), et font ainsi l'objet d'une revalorisation par capitaux propres. Ils sont couverts à hauteur de 4,1 milliards de réals par des dérivés qualifiés en *Net Investment Hedge*.

Au 30 juin 2023, le Groupe est noté BBB perspective stable par Standard & Poor's et Baa1 perspective stable par Moody's.



3.4 Paiement du dividende 2022 en numéraire

L'Assemblée Générale des actionnaires de Carrefour, réunie le 26 mai 2023, a fixé le dividende relatif à l'exercice 2022 à 0,56 euro par action, à verser intégralement en numéraire.

Le 8 juin 2023 a eu lieu le versement du dividende global pour un montant de 405 millions d'euros.

3.5 Programmes de rachat d'actions

Dans le cadre de sa politique d'allocation de capital, le Groupe a confié à des prestataires de service d'investissement des mandats de rachat d'actions portant sur un montant maximum de 800 millions d'euros au titre de l'exercice 2023, tel qu'autorisé par les Assemblées Générales des actionnaires des 3 juin 2022 et 26 mai 2023. L'objectif de ces rachats est la conservation des actions ainsi rachetées en vue de leur annulation future.

Un premier mandat de rachat d'actions a débuté le 27 février 2023 et s'est achevé le 31 mars 2023 : 11 099 084 actions ont ainsi été acquises au prix unitaire moyen de 18,02 euros par action pour un montant total de 200 millions d'euros.

Un second mandat de rachat d'actions a débuté le 2 mai 2023 et était encore en cours au 30 juin 2023. A cette date-là, 7 918 989 actions ont été acquises au prix unitaire moyen de 17,07 euros par action pour un montant total de 135 millions d'euros. A la date de signature de ce mandat, un passif financier à court terme de 200 millions d'euros (classé en « autres passifs courants ») a été comptabilisé en contrepartie d'une diminution des capitaux propres consolidés. Au 30 juin 2023, ce passif est diminué du montant effectif des achats du premier semestre et s'élève à 65 millions d'euros. A cette date, Carrefour détenait 28 510 134 actions propres (soit 3,8% des 746 871 196 actions formant le capital social) avec un prix moyen unitaire des 19 018 073 actions acquises s'élevant à 17,64 euros par action.

Le second mandat de rachat d'actions s'est achevé le 21 juillet 2023 par l'acquisition de 3 768 591 actions supplémentaires à un prix moyen unitaire de 17,19 euros par action. Au terme de ce second mandat de rachat d'actions, le nombre d'actions composant le capital social de Carrefour SA s'élève à 746 871 196 actions et le nombre d'actions auto-détenues, en conséquence, à 32 278 725 actions, représentant environ 4,3% du capital social.

Par ailleurs, le 26 juillet 2023, le Conseil d'Administration, sur la base de l'autorisation octroyée par l'Assemblée Générale extraordinaire des actionnaires du 26 mai 2023, a décidé de réduire le capital social de Carrefour SA par voie d'annulation de 26 887 362 actions auto-détenues, représentant environ 3,6% du capital social. Cette annulation deviendra effective à partir du 28 juillet 2023.

A l'issue de cette annulation d'actions, le nombre d'actions composant le capital de Carrefour SA s'élèvera à 719 983 834 actions et le nombre d'actions auto-détenues, en conséquence, à 5 391 363 actions, représentant environ 0,7% du capital social.

3.6 Programme d'actionnariat salarié

Le Groupe a lancé le 1^{er} mars 2023 Carrefour Invest, une offre internationale d'actionnariat réservée à ses salariés. Deux formules étaient proposées : Carrefour Classic et Carrefour Secure. La période de réservation était du 1^{er} au 20 mars 2023 et celle de souscription/rétractation était du 5 au 9 mai 2023 pour une livraison des actions le 31 mai 2023. Dans le cadre de cette offre, les actions Carrefour ont été souscrites par les bénéficiaires soit en direct, soit par l'intermédiaire d'un fonds commun de placement d'entreprise (FCPE), selon la formule et/ou le pays de résidence. Les souscripteurs doivent conserver les actions souscrites en direct ou les parts de FCPE jusqu'au 31 mai 2028 (inclus), sauf survenance d'un cas de déblocage anticipé.

Cette offre a permis aux employés de bénéficier d'une décote de 15% sur le prix de l'action et d'un abondement. Le prix de référence communiqué le 3 mai 2023 était de 18,67 euros (moyenne des cours de clôture de l'action sur les 20 jours précédents) ; ainsi, le prix de souscription des actions dans les deux formules, après application d'une décote de 15%, s'est élevé à 15,87 euros par action.

Cette opération s'est conclue par une augmentation de capital de la société Carrefour SA de 75 millions d'euros (4 713 735 nouvelles actions ordinaires) et la comptabilisation d'une charge opérationnelle au titre de la décote et de l'abondement de (30) millions d'euros environ.



NOTE 4 : RETRAITEMENT DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS DU PREMIER SEMESTRE 2022 ET DE L'EXERCICE 2022

4.1 Classement en activité abandonnée de Carrefour Taïwan conformément à la norme IFRS 5

Le 19 juillet 2022, le Groupe a signé un accord de cession portant sur la totalité de sa détention dans sa filiale à Taïwan (soit 60%) au groupe Uni-President (détenteur des 40% restants).

S'agissant d'une région géographique principale et distincte, Carrefour Taïwan a été considérée, depuis la date de l'annonce de la cession, comme une activité abandonnée conformément aux dispositions de la norme IFRS 5 (cf. notes 2 et 4 des comptes consolidés au 31 décembre 2022). En conséquence, les actifs et passifs comptabilisés par cette filiale ont été reclassés en tant que détenus en vue de leur vente dans l'état de la situation financière consolidée au 31 décembre 2022 (cf. note 4.3 de ces comptes).

La perte de contrôle de Carrefour Taïwan est intervenue le 30 juin 2023, après l'approbation de l'autorité de la concurrence taïwanaise (TFTC) et la levée d'autres conditions de réalisation usuelles.

De plus, le résultat net et les flux de trésorerie de Carrefour Taïwan ont été reclassés dans les lignes relatives aux activités abandonnées du compte de résultat consolidé et du tableau des flux de trésorerie consolidés du premier semestre 2022. Les reclassements sont présentés dans les notes 4.1.1 et 4.1.2 ci-dessous.

Les principaux agrégats du compte de résultat consolidé de la filiale Carrefour Taïwan au titre des premiers semestres 2023 et 2022 se présentent comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	1er semestre 2023	1er semestre 2022
Résultat opérationnel courant	37	40
Résultat opérationnel	39	37
Résultat avant impôts	37	32
Impôts sur les résultats	(6)	(9)
Résultat net de la période	31	24
Investissements corporels et incorporels	2	5



4.1.1 Incidences sur le compte de résultat consolidé du premier semestre 2022 du retraitement IFRS 5 de Carrefour Taiwan

<i>(en millions d'euros)</i>	1er semestre 2022 publié	Reclassement IFRS 5	1er semestre 2022 retraité IFRS 5
Chiffre d'affaires hors taxes	39 054	(1 263)	37 790
Programmes de fidélisation	(428)	29	(400)
Chiffre d'affaires hors taxes, net de la fidélisation	38 625	(1 235)	37 391
Autres revenus	1 215	(47)	1 168
Revenus totaux	39 840	(1 282)	38 558
Coût des ventes	(32 016)	962	(31 055)
Marge des activités courantes	7 824	(320)	7 504
Frais généraux et amortissements	(7 010)	280	(6 729)
Résultat opérationnel courant	814	(40)	775
Quote-part dans les résultats nets des sociétés mises en équivalence	12	-	12
Résultat opérationnel courant après quote-part des sociétés mises en équivalence	826	(40)	786
Produits et charges non courants	(85)	3	(82)
Résultat opérationnel	741	(37)	704
Résultat financier	(186)	4	(181)
<i>Coût de l'endettement financier net</i>	<i>(151)</i>	<i>(0)</i>	<i>(151)</i>
<i>Intérêts nets relatifs aux contrats de location</i>	<i>(72)</i>	<i>4</i>	<i>(68)</i>
<i>Autres produits et charges financiers</i>	<i>37</i>	<i>0</i>	<i>38</i>
Résultat avant impôts	555	(32)	522
Impôts sur les résultats	(202)	9	(193)
Résultat net des activités poursuivies	353	(24)	329
Résultat net des activités abandonnées	5	24	29
Résultat net de la période	358	-	358
dont résultat net - part du Groupe	255	-	255
dont résultat net des activités poursuivies - part du Groupe	250	(11)	239
dont résultat net des activités abandonnées - part du Groupe	5	11	16
dont résultat net - part attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	103	-	103
dont résultat net des activités poursuivies - part attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	103	(13)	90
dont résultat net des activités abandonnées - part attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	-	13	13



4.1.2 Incidences sur le tableau des flux de trésorerie consolidés du premier semestre 2022 du retraitement IFRS 5 de Carrefour Taiwan

<i>(en millions d'euros)</i>	1er semestre 2022 publié	Reclassement IFRS 5	1er semestre 2022 retraité IFRS 5
Résultat avant impôt	555	(32)	522
OPÉRATIONS D'EXPLOITATION			
Impôts payés	(205)	7	(198)
Dotations aux amortissements	1 173	(86)	1 087
Plus et moins-values sur cessions d'actifs et autres	(26)	(5)	(31)
Variation des provisions et <i>impairment</i>	(115)	4	(111)
Coût de l'endettement financier net	151	0	151
Intérêts nets relatifs aux contrats de location	72	(4)	68
Part dans le résultat et dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	45	-	45
Impact des activités abandonnées	(4)	116	111
Autofinancement	1 645	-	1 645
Variation du besoin en fonds de roulement	(2 115)	49	(2 067)
Impact des activités abandonnées	-	(49)	(49)
Variation de la trésorerie issue des opérations d'exploitation (hors sociétés financières)	(470)	-	(470)
Variation des encours sur crédit à la consommation	54	-	54
Variation de la trésorerie issue des opérations d'exploitation - total	(416)	-	(416)
OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT			
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(562)	5	(556)
Acquisitions d'actifs financiers non courants	(20)	-	(20)
Acquisitions de filiales et de participations dans des entreprises associées	(911)	-	(911)
Cessions de filiales et participations dans des entreprises associées	21	-	21
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	69	(0)	69
Cessions d'actifs financiers non courants	4	-	4
Variation des créances et dettes sur acquisitions et cessions d'immobilisations	(273)	11	(262)
Sous-total Investissements nets de désinvestissements	(1 672)	16	(1 656)
Autres emplois	94	(1)	93
Impact des activités abandonnées	-	(15)	(15)
Variation de la trésorerie issue des opérations d'investissement	(1 579)	-	(1 579)
OPÉRATIONS DE FINANCEMENT			
Augmentation / (Réduction) de capital de Carrefour SA	(657)	-	(657)
Augmentation de capital en numéraire souscrite par des participations ne donnant pas le contrôle	2	-	2
Dividendes versés par Carrefour SA	(380)	-	(380)
Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle	(44)	-	(44)
Variation des actions propres et autres instruments	(96)	-	(96)
Variation des actifs financiers courants	(1)	(0)	(1)
Émission d'emprunts obligataires	1 500	-	1 500
Remboursement d'emprunts obligataires	(1 082)	-	(1 082)
Intérêts financiers nets versés	(99)	(0)	(100)
Autres variations de l'endettement	2 056	-	2 056
Paiements relatifs aux contrats de location (principal)	(500)	50	(449)
Intérêts nets versés relatifs aux contrats de location	(70)	4	(66)
Impact des activités abandonnées	-	(54)	(54)
Variation de la trésorerie issue des opérations de financement	629	-	629
Variation nette de la trésorerie avant effet de change	(1 366)	-	(1 366)
Incidence des variations de change	201	-	201
VARIATION NETTE DE LA TRÉSORERIE	(1 165)	-	(1 165)
Trésorerie à l'ouverture de la période	3 703	-	3 703
Trésorerie à la clôture de la période	2 539	-	2 539
<i>Dont trésorerie à la clôture des activités poursuivies</i>	2 539	(208)	2 331
<i>Dont trésorerie à la clôture des activités abandonnées</i>	-	208	208



4.2 Retraitement de l'état de la situation financière consolidée au 31 décembre 2022 lié à la réduction du prix de l'acquisition de Grupo BIG au Brésil

Le 31 mars 2023, un accord a été signé avec les vendeurs de Grupo BIG, qui a conduit à une réduction ferme du prix de cette dernière à hauteur de 900 millions de réals au minimum (cf. note 3.1 pour plus de détails). En conformité avec la norme IFRS 3 sur les regroupements d'entreprises, la réduction du prix intervenant dans les 12 mois *post closing* de l'acquisition est comptabilisée de manière rétrospective dans le bilan d'ouverture de Grupo BIG en contrepartie du *Goodwill*.

L'état de la situation financière consolidée au 31 décembre 2022 a donc été retraité de cette réduction de prix (sur la ligne « autres actifs financiers non courants » pour sa part long terme et sur la ligne « autres actifs financiers courants » pour sa part court terme), ainsi que d'autres ajustements mineurs.

ACTIF			
<i>(en millions d'euros)</i>	31/12/2022 publié	Retraitement IFRS 3	31/12/2022 retraité IFRS 3
<i>Goodwill</i>	8 778	(134)	8 644
Autres immobilisations incorporelles	1 499	-	1 499
Immobilisations corporelles	12 612	-	12 612
Immeubles de placement	279	-	279
Droits d'utilisation de l'actif	4 190	-	4 190
Titres mis en équivalence	1 197	-	1 197
Autres actifs financiers non courants	1 162	88	1 251
Encours clients des sociétés financières - Part à plus d'un an	1 867	-	1 867
Impôts différés actifs	475	-	475
Autres actifs non courants	609	-	609
Actifs non courants	32 667	(45)	32 622
Stocks	6 893	-	6 893
Créances commerciales	3 330	-	3 330
Encours clients des sociétés financières - Part à moins d'un an	4 111	-	4 111
Autres actifs financiers courants	720	51	771
Créances fiscales	948	-	948
Autres actifs courants	1 025	-	1 025
Trésorerie et équivalents de trésorerie	5 216	-	5 216
Actifs détenus en vue de leur vente	1 641	-	1 641
Actifs courants	23 884	51	23 935
TOTAL ACTIF	56 551	6	56 558

PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES			
<i>(en millions d'euros)</i>	31/12/2022 publié	Retraitement IFRS 3	31/12/2022 retraité IFRS 3
Capital social	1 855	-	1 855
Réserves consolidées (y compris résultat)	9 289	-	9 289
Capitaux propres, part du Groupe	11 144	-	11 144
Intérêts attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle	2 042	-	2 042
Capitaux propres	13 186	-	13 186
Dettes financières - Part à plus d'un an	6 912	-	6 912
Engagements locatifs - Part à plus d'un an	3 574	-	3 574
Provisions	3 974	5	3 979
Refinancement des encours clients - Part à plus d'un an	1 550	-	1 550
Impôts différés passifs	364	1	365
Dettes fiscales - Part à plus d'un an	85	-	85
Passifs non courants	16 458	6	16 464
Dettes financières - Part à moins d'un an	2 646	-	2 646
Engagements locatifs - Part à moins d'un an	955	-	955
Fournisseurs et autres créditeurs	14 393	-	14 393
Refinancement des encours clients - Part à moins d'un an	3 592	-	3 592
Dettes fiscales - Part à moins d'un an	1 182	-	1 182
Autres passifs courants	2 943	-	2 943
Passifs liés aux actifs détenus en vue de leur vente	1 196	-	1 196
Passifs courants	26 907	-	26 907
TOTAL PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES	56 551	6	56 558



NOTE 5 : INFORMATION SECTORIELLE

5.1 Résultats sectoriels

1er semestre 2023 (en millions d'euros)	Total Groupe	France	Europe	Amérique latine	Fonctions globales
Chiffre d'affaires hors taxes	40 743	18 694	11 301	10 748	–
Autres revenus	1 287	390	300	561	36
Résultat opérationnel courant avant amortissements	1 852	780	590	517	(35)
Résultat opérationnel courant	700	270	164	304	(38)
Investissements corporels et incorporels	687	289	107	289	2
Dotations aux amortissements ²	(1 152)	(511)	(426)	(214)	(2)
1er semestre 2022 retraité IFRS 5 (en millions d'euros)	Total Groupe	France	Europe	Amérique latine	Fonctions globales
Chiffre d'affaires hors taxes	37 790	17 910	10 636	9 244	–
Autres revenus	1 168	383	278	474	33
Résultat opérationnel courant avant amortissements	1 862	703	585	596	(23)
Résultat opérationnel courant	775	194	163	444	(26)
Investissements corporels et incorporels ¹	556	217	143	193	3
Dotations aux amortissements ²	(1 087)	(509)	(423)	(153)	(3)

(1) Au 30 juin 2022, les investissements corporels et incorporels comprenaient l'acquisition en pleine propriété du 29^{ème} et dernier magasin Makro Atacadista pour 5 millions d'euros.

(2) Y compris amortissements des immobilisations logistiques inclus dans le coût des ventes.

Les résultats sectoriels de la zone Amérique Latine comprennent la contribution de Grupo BIG sur 6 mois pour le premier semestre 2023 contre 1 mois pour le premier semestre 2022 (acquisition de Grupo BIG effective le 1^{er} juin 2022, cf. note 3.1).



5.2 Bilans sectoriels

30/06/2023 (en millions d'euros)	Total Groupe	France	Europe	Amérique latine	Fonctions globales
ACTIF					
Goodwill	8 720	5 187	2 386	1 146	1
Autres immobilisations incorporelles	1 523	631	590	294	8
Immobilisations corporelles	12 603	4 493	2 667	5 442	2
Immeubles de placement	292	10	115	168	–
Droits d'utilisation de l'actif	4 190	1 401	1 856	931	1
Autres actifs sectoriels	19 513	8 289	3 557	7 286	381
Total Actifs sectoriels	46 842	20 012	11 169	15 267	393
Autres actifs non affectés	7 304				
TOTAL ACTIF	54 146				
PASSIF (hors capitaux propres)					
Passifs sectoriels	26 723	11 656	7 443	7 272	352
Autres passifs non affectés	14 147				
TOTAL PASSIF	40 870				

31/12/2022 retraité IFRS 3 (en millions d'euros)	Total Groupe	France	Europe	Amérique latine	Fonctions globales
ACTIF					
Goodwill	8 644	5 184	2 374	1 085	1
Autres immobilisations incorporelles	1 499	625	596	271	7
Immobilisations corporelles	12 612	4 570	2 733	5 307	2
Immeubles de placement	279	10	114	154	–
Droits d'utilisation de l'actif	4 190	1 491	1 854	843	3
Autres actifs sectoriels	18 783	7 990	3 348	6 927	519
Total Actifs sectoriels	46 007	19 870	11 018	14 587	532
Autres actifs non affectés	10 551				
TOTAL ACTIF	56 558				
PASSIF (hors capitaux propres)					
Passifs sectoriels	28 190	11 995	7 719	8 123	352
Autres passifs non affectés	15 182				
TOTAL PASSIF	43 371				

**NOTE 6 : DONNÉES OPÉRATIONNELLES**

Les données opérationnelles du premier semestre 2023 comprennent la contribution de Grupo BIG au Brésil sur 6 mois contre 1 mois au premier semestre 2022 (cf. note 3.1).

6.1 Produits des activités ordinaires**6.1.1 Chiffre d'affaires hors taxes**

(en millions d'euros)	1er semestre 2023	1er semestre 2022 retraité IFRS 5	% Prog.
Chiffre d'affaires hors taxes	40 743	37 790	7,8%

A taux de change constants, le chiffre d'affaires du premier semestre 2023 se serait élevé à 42 481 millions d'euros, à comparer à 37 790 millions d'euros au premier semestre 2022 retraité IFRS 5, soit une hausse de 12,4%. L'incidence de la variation des taux de change s'élève à (1,7) milliard d'euros au 30 juin 2023, imputable en quasi-totalité à la zone Amérique latine (Argentine).

Retraité de la norme IAS 29 en Argentine, le chiffre d'affaires consolidé du premier semestre 2023 aurait augmenté de 11,8% à taux de change constants.

Chiffre d'affaires hors taxes par pays ⁽¹⁾

(en millions d'euros)	1er semestre 2023	1er semestre 2022 retraité IFRS 5
France	18 694	17 910
Europe (hors France)	11 301	10 636
Espagne	5 125	4 815
Belgique	2 073	1 884
Italie	1 938	1 907
Roumanie	1 176	1 058
Pologne	989	973
Amérique latine	10 748	9 244
Brésil	9 190	7 824
Argentine	1 558	1 421
TOTAL CHIFFRE D'AFFAIRES HORS TAXES	40 743	37 790

(1) La quasi-totalité du chiffre d'affaires est comptabilisée à une date spécifique. Le montant du chiffre d'affaires comptabilisé progressivement n'est pas significatif à l'échelle du Groupe.



6.1.2 Autres revenus

(en millions d'euros)	1er semestre 2023	1er semestre 2022 retraité IFRS 5	% Prog.
Produits financiers et commissions ¹	700	661	6,0%
Redevances de franchise et de location-gérance	205	193	6,1%
Revenus de location	90	79	14,6%
Revenus de sous-location	10	12	(20,6)%
Revenus de l'activité de promotion immobilière ²	14	2	674,8%
Revenus divers ³	269	221	21,4%
TOTAL AUTRES REVENUS	1 287	1 168	10,2%

(1) Comprennent le produit net des activités de banque et d'assurance du Groupe.

(2) Correspondent aux prix de vente des ensembles immobiliers qui ont été développés par le Groupe en vue de leur revente. Compte tenu des coûts de développement, présentés en Coût des ventes, la marge de promotion s'élève à 6 millions d'euros au titre du premier semestre 2023 contre 2 millions d'euros au titre du premier semestre 2022.

(3) Les revenus divers concernent notamment les commissions sur ventes et celles reçues des fournisseurs, les revenus liés à l'activité billetterie / voyages ainsi qu'à la publicité en magasins.

Les produits financiers et commissions enregistrés au cours du premier semestre 2023 ont amplifié le rebond initié en 2022, bénéficiant notamment de la forte dynamique commerciale au Brésil.

De la même manière, les revenus liés aux locations ainsi qu'aux services marchands, dont l'activité billetterie et voyages et les revenus de publicité en magasins, ont continué d'augmenter au premier semestre 2023.

Enfin, les redevances de franchise et de location-gérance poursuivent leur progression en France.

6.2 Frais généraux et amortissements

(en millions d'euros)	1er semestre 2023	1er semestre 2022 retraité IFRS 5	% Prog.
Frais généraux	(6 356)	(5 769)	10,2%
Amortissements des immobilisations et immeubles de placement	(657)	(616)	6,6%
Amortissements des droits d'utilisation de l'actif - immobilisations et immeubles de placement	(362)	(344)	5,1%
TOTAL FRAIS GÉNÉRAUX ET AMORTISSEMENTS	(7 374)	(6 729)	9,6%

Frais généraux

Les frais généraux se détaillent comme suit :

(en millions d'euros)	1er semestre 2023	1er semestre 2022 retraité IFRS 5	% Prog.
Frais de personnel	(3 736)	(3 523)	6,0%
Énergie et électricité	(463)	(357)	29,8%
Honoraires	(455)	(364)	25,0%
Entretien et réparation	(389)	(355)	9,4%
Taxes	(389)	(357)	8,9%
Publicité	(332)	(307)	7,9%
Locations immobilières (hors IFRS 16)	(38)	(34)	10,3%
Autres frais généraux	(555)	(470)	17,9%
TOTAL FRAIS GÉNÉRAUX	(6 356)	(5 769)	10,2%

La hausse des frais généraux reflète notamment la hausse significative du coût de l'énergie et l'inflation du prix de certaines prestations de service.



Amortissements

En prenant en compte les amortissements logistiques inclus dans le coût des ventes, le total des amortissements comptabilisés au compte de résultat s'élève à (1 152) millions d'euros au 30 juin 2023 ((1 087) millions d'euros au 30 juin 2022 retraité IFRS 5) et se décompose comme suit :

(en millions d'euros)	1er semestre 2023	1er semestre 2022 retraité IFRS 5	% Prog.
Immobilisations corporelles	(521)	(486)	7,3%
Immobilisations incorporelles	(130)	(125)	3,7%
Immeubles de placement	(6)	(5)	11,3%
Amortissements des immobilisations et immeubles de placement	(657)	(616)	6,6%
Amortissements des droits d'utilisation de l'actif - immobilisations et immeubles de placement	(362)	(344)	5,1%
Amortissements des immobilisations logistiques	(32)	(30)	9,5%
Amortissements des droits d'utilisation de l'actif - immobilisations logistiques	(102)	(97)	4,6%
TOTAL AMORTISSEMENTS	(1 152)	(1 087)	6,0%

6.3 Produits et charges non courants

Sont comptabilisés en produits et charges non courants certains éléments significatifs à caractère inhabituel de par leur nature et leur fréquence tels que les dépréciations d'actifs non courants, les résultats de cessions d'actifs non courants, des coûts de restructuration et des charges et produits liés à des réestimations de risques d'origine ancienne, sur la base d'informations ou d'éléments dont le Groupe a eu connaissance au cours de la période.

Le résultat non courant du premier semestre 2023 est une charge nette de (186) millions d'euros et se décompose de la manière suivante :

(en millions d'euros)	1er semestre 2023	1er semestre 2022 retraité IFRS 5
Résultat de cession d'actifs	42	62
Coûts de restructuration	(257)	(16)
Autres produits et charges non courants	85	(87)
Résultat non courant avant dépréciations et pertes sur actifs	(130)	(42)
Dépréciations et pertes sur actifs	(56)	(41)
<i>dont dépréciations et pertes sur goodwill</i>	-	-
<i>dont dépréciations et pertes sur actifs corporels et incorporels et autres</i>	(56)	(41)
PRODUITS ET CHARGES NON COURANTS	(186)	(82)
Dont :		
<i>total des produits non courants</i>	276	133
<i>total des charges non courantes</i>	(461)	(215)

Résultat de cession d'actifs

Le résultat de cession d'actifs immobilisés est composé de plus et moins-values réalisées dans le cadre de diverses cessions d'actifs (murs, terrains, fonds de commerce de magasins), notamment à des franchisés en France. Il inclut par ailleurs le résultat de cession en *sale & lease back* de 5 magasins et 4 entrepôts au Brésil (cf. note 3.1).

Coûts de restructuration

Les coûts de restructuration comptabilisés sur le premier semestre 2023 s'inscrivent dans le cadre du nouveau plan stratégique Carrefour 2026 (cf. note 3.2). Ce plan s'articule autour d'un projet de transformation des sièges, destiné à sauvegarder durablement la compétitivité du Groupe et à



gagner en performance, en agilité et en simplicité au service des magasins. La charge comptabilisée en résultat non courant correspond principalement aux indemnités payées ou à payer dans le cadre du plan de départs volontaires mis en œuvre dans les sièges en France, portant sur un maximum de 979 postes, et en second lieu, aux mesures mises en œuvre dans les magasins et les sièges en Italie, en Espagne et au Brésil.

Autres produits et charges non courants

Les autres produits et charges non courants enregistrés au cours du premier semestre 2023 comprennent essentiellement des reprises de provisions pour risques fiscaux liés aux crédits PIS-COFINS au Brésil suite à prescriptions ou jugements favorables, légèrement compensées par des coûts liés à des fermetures de magasins au Brésil.

Dépréciations et pertes sur actifs

Les dépréciations et pertes sur actifs enregistrées au cours du premier semestre 2023 sont relatives à des magasins en France, en Belgique et au Brésil. Elles comprennent également diverses mises au rebut liées à l'informatique en France et en Belgique, ainsi que l'alignement de la valeur nette comptable des titres Showroomprivé sur le cours de bourse du 30 juin 2023.

Rappel des principaux éléments comptabilisés au premier semestre 2022 retraité IFRS 5

Le résultat de cession d'actifs immobilisés était composé de plus et moins-values réalisées dans le cadre de diverses cessions de murs et de fonds de commerce à des franchisés, notamment en France et en Italie.

Les autres produits et charges non courants enregistrés au cours du premier semestre 2022 retraité IFRS 5 comprenaient essentiellement des réestimations de risques d'origine ancienne, principalement fiscaux, ainsi que des coûts liés à l'acquisition de Grupo BIG au Brésil.

Les dépréciations et pertes sur actifs enregistrées au cours du premier semestre 2022 retraité IFRS 5 étaient relatives à des magasins, en particulier en France et en Argentine. Elles comprenaient également diverses mises au rebut notamment liées à l'informatique en France, ainsi que l'alignement de la valeur nette comptable des titres Showroomprivé sur le cours de bourse du 30 juin 2022.

6.4 Variation du besoin en fonds de roulement

La variation du Besoin en Fonds de Roulement (BFR) comprise dans la « variation de la trésorerie issue des opérations d'exploitation » du tableau des flux de trésorerie se décompose comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	1er semestre 2023	1er semestre 2022 retraité IFRS 5	Variation
Variation des stocks	(114)	(650)	537
Variation des créances commerciales	(115)	(427)	312
Variation des créances et dettes fournisseurs	(1 422)	(824)	(599)
Variation des dettes de fidélité	(2)	24	(27)
Variation du BFR marchand ("Trésorerie marchandises")	(1 654)	(1 877)	223
Variation des autres créances et autres dettes	(272)	(190)	(82)
VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	(1 926)	(2 067)	141

Ces éléments, comme tous les autres éléments du tableau des flux de trésorerie, sont convertis au taux moyen de la période.



6.5 Activités de banque et d'assurance

6.5.1 Encours clients des sociétés financières

Au 30 juin 2023, les encours clients des sociétés financières s'élevaient à 6 328 millions d'euros (à comparer à 5 978 millions d'euros au 31 décembre 2022) et se composent comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2023	31/12/2022
Encours cartes	6 110	5 583
Encours prêts	1 559	1 448
Encours crédits (liés à des achats magasins)	44	59
Autres encours ¹	215	245
Dépréciation	(1 600)	(1 356)
TOTAL ENCOURS CLIENTS	6 328	5 978
<i>Part à moins d'un an</i>	<i>4 358</i>	<i>4 111</i>
<i>Part à plus d'un an</i>	<i>1 970</i>	<i>1 867</i>

(1) Les autres encours correspondent essentiellement aux prêts et crédits restructurés.

Les encours clients des sociétés financières correspondent aux créances détenues sur la clientèle (encours des cartes de paiement, prêts personnels...).

La valeur brute des encours clients augmente d'environ 600 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2022. Cela traduit le grand dynamisme de la production d'encours au Brésil, en partie lié à l'acquisition de clients de Grupo BIG qui utilisent désormais des solutions de paiement de notre banque brésilienne (Banco CSF), renforcé par l'appréciation du réal au cours de la période, et dans une moindre mesure, le rebond initié en France, sur les canaux digitaux notamment. Les encours bruts en Espagne demeurent relativement stables, avant effet de la cession d'encours classés en stage 3 opérée au cours de la période.

La valeur brute des encours clients des sociétés financières au 30 juin 2023 est composée à 70% d'encours classés en catégorie 1, 9% d'encours classés en catégorie 2 et 21% d'encours classés en catégorie 3. Au 31 décembre 2022, les catégories 1, 2 et 3 représentaient respectivement 72%, 9% et 19% de la valeur brute des encours clients des sociétés financières.

En conséquence, le taux de dépréciation moyen des encours clients croît d'environ 1,7% par rapport au 31 décembre 2022. Cette hausse reflète les pertes de crédits attendues en Espagne et au Brésil.



6.5.2 Refinancement des encours clients des sociétés financières

Le refinancement des encours clients des sociétés financières, de 5 469 millions d'euros au 30 juin 2023 (5 142 millions d'euros au 31 décembre 2022), est assuré par les sources de financement suivantes :

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2023	31/12/2022
Emprunts obligataires ¹	918	824
Dettes représentées par un titre (Neu CP et Neu MTN) ²	1 707	1 553
Emprunts bancaires ³	572	572
Comptes sur livret clients	248	279
Titrisation ⁴	291	297
Autres dettes de refinancement auprès des établissements financiers	1 683	1 577
Autres	50	41
TOTAL REFINANCEMENT DES ENCOURS CLIENTS	5 469	5 142
<i>Part à moins d'un an</i>	<i>3 791</i>	<i>3 592</i>
<i>Part à plus d'un an</i>	<i>1 678</i>	<i>1 550</i>

- (1) Carrefour Banque a émis en mai 2023 un nouvel emprunt obligataire de 500 millions d'euros à taux fixe swappé à Euribor 3 mois (4 ans – échéance mai 2027, coupon Euribor 3 mois + 95 points de base) et a procédé en juin 2023 au remboursement par anticipation de l'emprunt obligataire de 400 millions d'euros émis en septembre 2019 à taux variable (4 ans – échéance septembre 2023, coupon Euribor 3 mois + 65 points de base).
- (2) Les dettes représentées par un titre sont principalement composées des Negotiable European Commercial Paper (Neu CP) et Negotiable European Medium Term Notes (Neu MTN) émis par Carrefour Banque.
- (3) Ce poste inclut principalement l'opération de refinancement à hauteur de 324 millions d'euros auprès de la banque centrale européenne (échéance mars 2024) ainsi que les tirages de lignes de crédit réalisés.
- (4) Ce poste est relatif à l'opération de titrisation de crédit renouvelable « Master Credit Cards Pass » lancée par Carrefour Banque en novembre 2013, compartimentée et rechargeable, portant sur un encours initial titrisé de 560 millions d'euros et ayant permis de lever 400 millions d'euros. Ce véhicule a été conservé au 30 juin 2023 avec un solde de 291 millions d'euros.

**NOTE 7 : IMMOBILISATIONS INCORPORELLES, CORPORELLES ET IMMEUBLES DE PLACEMENT****7.1 Goodwill et autres immobilisations incorporelles**

Les immobilisations incorporelles du Groupe se composent principalement de *goodwill*, présentés sur une ligne distincte de l'état de la situation financière.

(en millions d'euros)	30/06/2023	31/12/2022 retraité IFRS 3
Goodwill	8 720	8 644
Autres immobilisations incorporelles	1 523	1 499
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	10 243	10 143

La valeur des *goodwill* constatés par le Groupe fait l'objet d'un suivi au niveau des secteurs opérationnels constitués par les pays dans lesquels le Groupe exerce ses activités au travers de magasins intégrés.

La valeur nette comptable des *goodwill* se décompose comme suit :

(en millions d'euros)	30/06/2023	31/12/2022 retraité IFRS 3
France	5 187	5 184
Brésil	1 143	1 080
Espagne	1 031	1 031
Belgique	950	950
Pologne	237	225
Roumanie	99	99
Italie	69	69
Argentine	3	5
Fonctions globales	1	1
TOTAL	8 720	8 644

La hausse de 76 millions d'euros des *goodwill* sur le premier semestre 2023 reflète essentiellement un écart de conversion favorable de 63 millions d'euros suite à l'appréciation du réal brésilien par rapport au 31 décembre 2022.

Tests de perte de valeur au 30 juin 2023

Conformément à la norme IAS 36 – *Dépréciation d'actifs*, les *goodwill* ne sont pas amortis et font l'objet d'un test de dépréciation dès l'apparition d'indices de pertes de valeur et au minimum une fois par an. A chaque arrêté intermédiaire, conformément à la norme, le Groupe identifie les potentiels indices de pertes de valeur et réalise des tests supplémentaires en cas d'identification de tels indices. Les indicateurs retenus par le Groupe sont notamment :

- Un indice de perte de valeur interne : dégradation significative du ratio [Résultat opérationnel courant avant amortissements / ventes nettes hors essence] entre le budget et le dernier atterrissage.
- Des indices de perte de valeur externes : hausse significative du taux d'actualisation et/ou dégradation importante de la prévision de croissance du PIB établie par le FMI.

Les tests menés par le Groupe au 30 juin 2023 n'ont donné lieu à la constatation d'aucune perte de valeur de *goodwill*.



7.2 Immobilisations corporelles

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2023			
	Valeur brute	Amortissements	Dépréciations	Valeur nette
Terrains	3 472	–	(66)	3 405
Constructions	11 820	(6 062)	(175)	5 583
Matériels, agencements et installations	14 830	(11 705)	(292)	2 833
Autres immobilisations	999	(783)	(3)	213
Immobilisations en cours	569	–	–	569
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	31 689	(18 550)	(536)	12 603

<i>(en millions d'euros)</i>	31/12/2022			
	Valeur brute	Amortissements	Dépréciations	Valeur nette
Terrains	3 405	–	(68)	3 336
Constructions	11 675	(5 894)	(175)	5 606
Matériels, agencements et installations	14 798	(11 771)	(299)	2 728
Autres immobilisations	707	(455)	(3)	249
Immobilisations en cours	692	–	–	692
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	31 277	(18 120)	(546)	12 612

7.3 Immeubles de placement

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2023	31/12/2022
Immeubles de placement (valeur brute)	540	502
Amortissements et dépréciations	(248)	(223)
TOTAL IMMEUBLES DE PLACEMENT	292	279

Les immeubles de placement détenus par le Groupe sont principalement constitués de galeries commerciales construites à proximité des magasins.

La légère hausse de la valeur nette des immeubles de placement par rapport au 31 décembre 2022 reflète essentiellement l'effet de l'hyperinflation en Argentine en application de la norme IAS 29, partiellement compensé par la dépréciation du peso argentin en date de clôture.



NOTE 8 : CONTRATS DE LOCATION

La variation des droits d'utilisation de l'actif et des engagements locatifs par rapport au 31 décembre 2022 reflète l'intégration de ceux comptabilisés suite à l'opération de *sale & lease back* de 5 magasins et 4 entrepôts au Brésil (cf. note 3.1), compensés par les amortissements et les paiements de loyers de la période.

8.1 Droits d'utilisation de l'actif

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2023				31/12/2022			
	Valeur brute	Amortissements	Dépréciations	Valeur nette	Valeur brute	Amortissements	Dépréciations	Valeur nette
Terrains & constructions	7 564	(3 427)	(53)	4 083	7 154	(3 036)	(49)	4 068
Équipements	143	(36)	–	107	143	(22)	–	121
TOTAL DROITS D'UTILISATION DE L'ACTIF	7 707	(3 464)	(53)	4 190	7 297	(3 058)	(49)	4 190

8.2 Engagements locatifs

Engagements locatifs par maturité

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2023	31/12/2022
À moins d'un an	936	955
Entre 1 et 2 ans	780	794
Entre 2 et 5 ans	1 347	1 432
Au-delà de 5 ans	1 499	1 349
TOTAL ENGAGEMENTS LOCATIFS	4 562	4 530



NOTE 9 : TITRES MIS EN ÉQUIVALENCE

9.1 Variation des titres mis en équivalence

La variation de ce poste se présente comme suit :

(en millions d'euros)

Au 31 décembre 2022	1 197
Acquisitions et augmentations de capital (nettes des réductions)	2
Cessions	-
Dividendes	(63)
Quote-part de résultat net	24
Écarts de conversion et autres mouvements	(9)
Au 30 juin 2023	1 151

9.2 Information sur les entreprises associées

Les deux principales valeurs des titres mis en équivalence au 30 juin 2023 concernent Carmila pour 709 millions d'euros (754 millions d'euros au 31 décembre 2022) et Provencia pour 139 millions d'euros (134 millions d'euros au 31 décembre 2022). Elles représentent 74% de la valeur totale des mises en équivalence à fin juin 2023.

Principales opérations du premier semestre 2023

Carmila (France)

Suite à des rachats d'actions effectués par Carmila au cours du semestre, la quote-part de détention de Carrefour dans la société a augmenté, passant de 36,02% à 36,37% au 30 juin 2023.

Pour rappel, Carmila est comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence, la gouvernance établie avec les co-investisseurs conférant à Carrefour une influence notable sur Carmila (cf. note 9.2 des comptes consolidés au 31 décembre 2022).

Showroomprivé (France)

Une dépréciation complémentaire de (3) millions d'euros des titres de Showroomprivé a été enregistrée en contrepartie du résultat non courant de la période afin d'aligner leur valeur sur le cours de bourse de la société au 30 juin 2023.



NOTE 10 : IMPÔTS

La charge d'impôt sur les résultats s'élève à (153) millions d'euros au premier semestre 2023, soit un taux effectif d'impôt de 58% (contre (193) millions d'euros au premier semestre 2022 retraité IFRS 5 correspondant à un taux effectif d'impôt de 37%).

Les taux effectifs d'impôts des premiers semestres 2023 et 2022 retraité IFRS 5 ont surtout été impactés par l'absence de reconnaissance d'impôts différés actifs chez Grupo BIG au Brésil, en Italie et en Belgique en 2023, et en Italie en 2022, ainsi que dans une moindre mesure par la comptabilisation de la CVAE en France.

Hormis ces éléments, le taux effectif d'impôt du premier semestre 2023 reflète la répartition géographique des résultats avant impôts, en l'absence d'autre élément significatif distordant la preuve d'impôt.

Par ailleurs, le caractère probable de la recouvrabilité des impôts différés actifs reconnus dans le bilan consolidé au 31 décembre 2022 a été confirmé au 30 juin 2023 en se basant notamment sur la comparaison de la performance pour les différents pays entre le budget et le dernier atterrissage.

**NOTE 11 : PROVISIONS ET PASSIFS ÉVENTUELS****11.1 Variations des provisions**

(en millions d'euros)	31/12/2022 retraité IFRS 3 ⁴	Dotations	Reprises sans utilisation ⁵	Reprises avec utilisation	Actualisation	Écarts de conversion, variations de périmètre et autres ⁶	30/06/2023
Engagements vis-à-vis du personnel	537	28	(31)	(12)	5	(9)	517
Litiges	2 773	214	(124)	(83)	–	120	2 900
<i>Litiges fiscaux</i>	1 773	63	(67)	(4)	–	93	1 856
<i>Litiges sociaux</i>	599	61	(32)	(56)	–	22	594
<i>Litiges légaux</i>	401	90	(25)	(22)	–	6	450
Réorganisations ¹	138	212	(2)	(54)	–	0	294
Provisions liées aux activités de banque et d'assurance ²	280	15	(5)	(25)	–	3	269
Autres ³	251	9	(7)	(11)	–	7	249
TOTAL PROVISIONS	3 979	478	(170)	(184)	5	121	4 228

(1) Cf. note 11.5.

(2) Les provisions liées aux activités de banque et d'assurance comprennent notamment les provisions pour risque de crédit sur engagements de prêts (hors-bilan) comptabilisées en application d'IFRS 9, ainsi que les provisions visant à couvrir les risques techniques de l'activité d'assurance. Les provisions relatives au coût estimé du sinistre engendré par l'incendie survenu en mars 2022 dans l'entrepôt logistique du district de Yang Mei à Taïwan ont été reprises avec utilisation à hauteur de (24) millions d'euros suite au versement par les compagnies d'assurance du Groupe du solde de l'indemnité (cf. note 3.1).

(3) Les autres provisions comprennent notamment des provisions pour coûts de remise en état / démantèlement à échéance des baux immobiliers, des engagements vis-à-vis du personnel de magasins passés en location-gérance et des provisions pour contrats onéreux.

(4) Les provisions pour risques fiscaux et sociaux ont été retraitées de manière rétrospective dans le bilan d'ouverture de Grupo BIG en contrepartie du goodwill en conformité avec la norme IFRS 3 (cf. note 3.1).

(5) Les reprises sans utilisation correspondent principalement à des risques fiscaux au Brésil suite à prescriptions ou jugements favorables.

(6) Les écarts de conversion s'élèvent à 134 millions d'euros et correspondent quasi intégralement à l'appréciation du réal brésilien sur la période. Les autres flux correspondent principalement au reclassement de la provision engagements vis-à-vis du personnel vers les autres provisions pour (9) millions d'euros suite au passage de magasins intégrés en location-gérance en France au cours du premier semestre 2023.

Les sociétés du Groupe sont engagées dans un certain nombre de procédures précontentieuses ou contentieuses dans le cours normal de leurs activités. Par ailleurs, celles-ci ont fait ou font l'objet de contrôles par les autorités fiscales dont certains peuvent donner lieu à redressement.

Le Groupe fait aussi l'objet de contrôles réguliers à l'initiative des différentes autorités administratives en charge du droit de la concurrence, du droit de la consommation ou de toute autre activité réglementée. A l'instar de toute entreprise, des litiges peuvent également apparaître entre le Groupe et ses co-contractants, notamment ses franchisés, prestataires ou fournisseurs.

Dans chaque cas, le risque est évalué par la Direction du Groupe et ses conseils.

11.2 Passifs éventuels

Le Groupe n'a connaissance d'aucun passif éventuel risquant d'affecter significativement et avec une probabilité sérieuse, les résultats, la situation financière, le patrimoine ou l'activité du Groupe.

Les passifs éventuels mentionnés dans la note 11.3 des comptes consolidés au 31 décembre 2022 n'ont pas connu d'évolution significative au cours du premier semestre 2023.



11.3 Engagements vis-à-vis du personnel (avantages postérieurs à l'emploi)

L'obligation du Groupe au titre des avantages postérieurs à l'emploi (régimes à prestations définies) est déterminée en tenant compte d'hypothèses actuarielles telles que l'augmentation des salaires, l'âge de départ, la mortalité, la rotation du personnel et le taux d'actualisation.

Le taux d'actualisation retenu pour la France, la Belgique et l'Italie s'élève à 3,70% au 30 juin 2023 (3,80% au 31 décembre 2022). Ces taux sont fondés sur un indice qui regroupe la performance d'obligations *corporate* notées AA dont les maturités correspondent aux flux attendus des régimes.

(en millions d'euros)	France	Belgique	Italie	Autres pays	Total Groupe
Provision au 31 décembre 2022	313	154	59	10	537
<i>Coûts des services</i>	15	7	–	0	22
<i>Impact des liquidations et modifications de régime ¹</i>	(31)	–	0	–	(31)
<i>Charges d'intérêts (effet de l'actualisation)</i>	7	7	1	–	14
<i>Produits d'intérêts sur les actifs de couverture</i>	(0)	(4)	–	–	(4)
<i>Autres éléments</i>	3	0	–	–	3
Impact au compte de résultat	(6)	10	1	0	5
Prestations payées directement par l'employeur	(9)	(6)	(4)	–	(18)
Effet périmètre ²	(9)	–	–	–	(9)
Écarts actuariels	2	2	1	0	5
Autres	–	(3)	–	0	(3)
Provision au 30 juin 2023	291	158	57	11	517

(1) Cette ligne inclut (17) millions d'euros correspondant à la modification des avantages accordés aux bénéficiaires, suite à la promulgation le 15 avril 2023 de la loi n°2023-270 de financement rectificative de la sécurité sociale. Cette loi prévoit notamment le recul progressif de l'âge légal de départ à la retraite à compter du 1^{er} septembre 2023 pour atteindre 64 ans en 2030. Cette ligne comprend également l'impact des réductions de régime (« curtailment ») reconnu suite à la réévaluation des engagements découlant du plan de réorganisation mis en œuvre en France (cf. note 3.2) et comptabilisée en produit non courant.

(2) L'effet périmètre de (9) millions d'euros correspond au reclassement de la provision engagements vis-à-vis du personnel vers les autres provisions (cf. note 11.1) suite au passage de magasins intégrés en location-gérance en France au cours du premier semestre 2023.

La charge nette du premier semestre 2023 a été comptabilisée en frais de personnel à hauteur de (8) millions d'euros, en résultat non courant pour 13 millions d'euros et en résultat financier à hauteur de (11) millions d'euros.

Les résultats des tests de sensibilité montrent que :

- une hausse de 25 points de base du taux d'actualisation aurait eu une incidence de l'ordre de (11) millions d'euros sur le montant de la valeur actuelle de l'engagement au titre des régimes en France, en Belgique et en Italie ;
- une hausse de 25 points de base du taux d'inflation des salaires aurait eu une incidence de l'ordre de 12 millions d'euros sur le montant de la valeur actuelle de l'engagement au titre des régimes en France, en Belgique et en Italie.



11.4 Plan d'attribution gratuite d'actions

Concernant le plan 2020 d'attribution gratuite d'actions arrivé à échéance le 27 février 2023, la performance atteinte par le groupe Carrefour s'est élevée à 100%. Ainsi, 2 046 409 actions ont été livrées en 2023 aux bénéficiaires dans les conditions du règlement y afférent.

Par ailleurs, 6 400 actions ont également été livrées à des héritiers de salariés au titre des plans de performance en cours 2021 et 2022.

Enfin, le 14 février 2023, le Conseil d'Administration de Carrefour SA a décidé de procéder, sur proposition du Comité des rémunérations et sur le fondement de la 29^{ème} résolution de l'Assemblée Générale des actionnaires du 21 mai 2021, à l'attribution gratuite d'actions existantes ou à émettre. Ce plan porte sur un nombre maximal de 2 833 260 actions (soit 0,38% du capital social en date du 14 février 2023), dont l'acquisition est soumise à une condition de présence et à plusieurs conditions de performance.

L'acquisition définitive de ces actions ne pourra avoir lieu qu'au terme d'une période d'acquisition de 3 ans (à compter de la date du Conseil d'Administration ayant décidé la mise en place du plan). Le nombre d'actions définitivement acquises dépendra de la réalisation de quatre conditions de performance :

- Deux conditions liées à la performance économique (la progression du résultat opérationnel courant pour 25%, et la croissance du « *Free Cash Flow Net* » pour 25%) ;
- Une condition liée à un critère de performance externe (TSR) comparant la performance boursière de la société Carrefour SA par rapport à un panel de sociétés dans le secteur de la distribution (pour 25%) et ;
- Une condition liée à la Responsabilité Sociale de l'Entreprise (pour 25%).

Les principales caractéristiques du plan 2023 d'attribution gratuite d'actions sont présentées dans le tableau ci-après.

	Plan 2023 Performance
Date d'Assemblée Générale	21 mai 2021
Date d'attribution ¹	14 février 2023
Date d'acquisition ²	14 février 2026
Nombre total d'actions approuvées à la date d'attribution	2 833 260
Nombre de bénéficiaires à la date d'attribution	681
Juste valeur d'une action (en euros) ³	13,23

(1) Date de décision de l'attribution par le Conseil d'Administration.

(2) L'acquisition des actions attribuées est soumise à la fois à une condition de présence et à des conditions de performance.

(3) La juste valeur d'une action est déterminée par rapport à un cours de référence ajusté des dividendes attendus pendant la période d'acquisition des droits.

11.5 Réorganisations

Les provisions dotées sur la période au titre des réorganisations, pour un montant de 212 millions d'euros (impactant les charges non courantes), sont essentiellement constituées des coûts liés aux indemnités payées ou à payer dans le cadre du plan de départs volontaires mis en œuvre dans les sièges en France, portant sur un maximum de 979 personnes (cf. note 3.2).

Le montant de la provision comptabilisée dans les comptes consolidés au 30 juin 2023 a été déterminé en tenant compte de diverses hypothèses et constitue la meilleure estimation des coûts que le Groupe s'attend à supporter au titre du plan de réorganisation en cours de mise en œuvre. Les coûts provisionnés correspondent notamment aux indemnités de licenciement, aux coûts des préavis non effectués et aux coûts de formation et autres mesures d'accompagnement proposées aux personnes devant partir dans le cadre de ce plan.

Pour mémoire, les provisions au titre des réorganisations, pour un montant de 138 millions d'euros au 31 décembre 2022, étaient essentiellement constituées des coûts liés aux plans de rationalisation des structures, principalement en France et en Italie (cf. note 2.2 des comptes consolidés au 31 décembre 2021). Au cours du premier semestre 2023, ces provisions ont été partiellement reprises du fait de leur utilisation (cf. note 11.1).



NOTE 12 : CAPITAUX PROPRES, AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL ET RÉSULTAT PAR ACTION

12.1 Capital social et actions propres

Au 30 juin 2023, le capital social était composé de 746 871 196 actions ordinaires d'une valeur nominale de 2,5 euros. Toutes les actions émises ont été libérées entièrement.

Par ailleurs, au 30 juin 2023, le Groupe contrôle 28 510 134 de ses propres actions.

<i>(en milliers d'actions)</i>	Nombre d'actions	Dont autodétenues
Émises au 1er janvier 2023	742 157	11 545
Émission contre de la trésorerie ¹	4 714	–
Émission / (utilisation) dans le cadre de plans d'attribution gratuite d'actions ²	–	(2 053)
Programme de rachat d'actions ³	–	19 018
Annulation d'actions	–	–
Émises au 30 juin 2023	746 871	28 510

(1) Cf. note 3.6.

(2) Cf. note 11.4.

(3) Cf. note 3.5.



12.2 Autres éléments du résultat global

Part du Groupe (en millions d'euros)	1er semestre 2023			1er semestre 2022		
	Brut	Impôt	Net	Brut	Impôt	Net
Part efficace de la couverture de flux de trésorerie ¹	(72)	18	(54)	60	(2)	58
Variation des instruments de dette à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ²	(35)	(0)	(35)	(10)	3	(7)
Variation de change sur les prêts intragroupe qualifiés d'investissements nets à l'étranger, après couverture ³	28	(7)	21	25	(7)	19
Variation des écarts de conversion ⁴	135	–	135	252	–	252
Autres éléments du résultat global recyclables ultérieurement en résultat	55	11	66	327	(6)	321
Réévaluation du passif net au titre des régimes à prestations définies ⁵	(5)	1	(4)	164	(37)	127
Autres éléments du résultat global non recyclables ultérieurement en résultat	(5)	1	(4)	164	(37)	127
TOTAL - PART DU GROUPE	50	12	62	491	(43)	448

Participations ne donnant pas le contrôle (en millions d'euros)	1er semestre 2023			1er semestre 2022		
	Brut	Impôt	Net	Brut	Impôt	Net
Part efficace de la couverture de flux de trésorerie	(2)	0	(2)	7	(2)	5
Variation des instruments de dette à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	(1)	(0)	(1)	(11)	3	(8)
Variation des écarts de conversion ⁴	82	–	82	209	–	209
Autres éléments du résultat global recyclables ultérieurement en résultat	80	0	80	205	1	206
Réévaluation du passif net au titre des régimes à prestations définies ⁵	(0)	0	(0)	1	(0)	1
Autres éléments du résultat global non recyclables ultérieurement en résultat	(0)	0	(0)	1	(0)	1
TOTAL - PART ATTRIBUABLE AUX PARTICIPATIONS NE DONNANT PAS LE CONTRÔLE	80	0	80	206	0	207

- (1) Le Swap de change, mis en place par le Groupe en 2022 et qualifié d'instrument de couverture de flux de trésorerie afin de couvrir le risque d'évolution défavorable du dollar taiwanais à hauteur du montant de la part Groupe de la valorisation de Carrefour Taiwan, a été soldé au moment de la cession de cette dernière pour un montant de (46) millions d'euros net d'impôt (cf. note 3.1).
- (2) Au 30 juin 2023, la variation de juste valeur des titres de la société Flink s'élève à (35) millions d'euros (cf. note 2.1 des comptes consolidés au 31 décembre 2022).
- (3) Au cours du premier semestre 2023 et de l'exercice 2022, Carrefour Finance a octroyé des prêts RCF (Revolving Credit Facilities) intragroupe à la filiale brésilienne Atacadão à hauteur de 2,3 milliards de réals et 5,9 milliards de réals respectivement. Ces prêts ont été qualifiés en Net Investment et les instruments dérivés pris pour couvrir une partie de ces prêts ont été qualifiés en Net Investment Hedge (cf. note 3.3).
- (4) Au 30 juin 2023, les écarts de conversion reflètent essentiellement la légère appréciation du réal brésilien par rapport au 31 décembre 2022, partiellement compensée par le reversement des écarts de conversion créditeurs comptabilisés par Carrefour Taiwan pour un montant de (52) millions d'euros.
Au 30 juin 2022, les écarts de conversion reflétaient l'appréciation significative du réal brésilien par rapport au 31 décembre 2021.
- (5) La réévaluation du passif net au titre des régimes à prestations définies comptabilisée sur le premier semestre 2023 reflète la légère baisse des taux d'actualisation de la zone Euro de 3,80% fin décembre 2022 à 3,70% fin juin 2023. Sur le premier semestre 2022, ces taux avaient fortement augmenté, passant de 0,80% fin décembre 2021 à 3,20% fin juin 2022.



12.3 Résultat par action (part du Groupe)

Résultat net par action avant dilution	1er semestre 2023	1er semestre 2022 retraité IFRS 5
Résultat net des activités poursuivies	118	239
Résultat net des activités abandonnées	749	16
Résultat net total (en millions d'euros)	867	255
Nombre d'actions moyen pondéré ¹	725 605 959	752 242 509
Résultat net des activités poursuivies par action (en euros)	0,16	0,32
Résultat net des activités abandonnées par action (en euros)	1,03	0,02
Résultat net total par action (en euros)	1,19	0,34

(1) En application de la norme IAS 33, le nombre moyen pondéré d'actions en circulation pris en compte dans le calcul du résultat par action au 30 juin 2023 a été ajusté afin de prendre en compte les rachats d'actions intervenus au cours de la période (cf. note 3.5).

Résultat net par action après dilution	1er semestre 2023	1er semestre 2022 retraité IFRS 5
Résultat net des activités poursuivies	118	239
Résultat net des activités abandonnées	749	16
Résultat net total (en millions d'euros)	867	255
Nombre d'actions moyen pondéré, avant dilution	725 605 959	752 242 509
Actions dilutives	4 400 952	4 129 274
Plans d'actions gratuites	4 400 952	4 129 274
Nombre d'actions retraité, après dilution éventuelle	730 006 911	756 371 783
Résultat net des activités poursuivies par action (en euros)	0,16	0,32
Résultat net des activités abandonnées par action (en euros)	1,03	0,02
Résultat net total par action (en euros)	1,19	0,34



NOTE 13 : ACTIFS, PASSIFS ET RÉSULTAT FINANCIERS

13.1 Instruments financiers par catégorie

Au 30/06/2023 (en millions d'euros)	Valeur comptable	Ventilation par catégorie d'instruments					Juste valeur
		Juste valeur par résultat	Juste valeur par OCI	Coût amorti	Instruments dérivés - non documentés en couverture	Instruments dérivés - documentés en couverture	
Titres de participation	147	14	134	-	-	-	147
Autres immobilisations financières long terme	1 014	77	164	773	-	-	1 014
Autres actifs financiers non courants	1 161	91	298	773	-	-	1 161
Total encours clients des sociétés financières	6 328	-	-	6 328	-	-	6 328
Créances commerciales	3 349	-	-	3 349	-	-	3 349
Autres actifs financiers courants	631	1	168	320	16	126	631
Autres actifs courants ¹	720	-	-	720	-	-	720
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3 859	3 859	-	-	-	-	3 859
ACTIFS	16 048	3 950	466	11 490	16	126	16 048
Total dettes financières	9 483	-	-	9 336	14	133	9 202
Total engagements locatifs	4 562	-	-	4 562	-	-	4 562
Total refinancement des encours clients	5 469	-	-	5 407	19	42	5 469
Fournisseurs et autres créditeurs	12 831	-	-	12 831	-	-	12 831
Autres passifs courants ²	2 558	-	-	2 558	-	-	2 558
PASSIFS	34 902	-	-	34 694	33	175	34 621

Au 31/12/2022 retraité IFRS 3 (en millions d'euros)	Valeur comptable	Ventilation par catégorie d'instruments					Juste valeur
		Juste valeur par résultat	Juste valeur par OCI	Coût amorti	Instruments dérivés - non documentés en couverture	Instruments dérivés - documentés en couverture	
Titres de participation	178	12	166	-	-	-	178
Autres immobilisations financières long terme	1 073	90	152	831	-	-	1 073
Autres actifs financiers non courants	1 251	102	318	831	-	-	1 251
Total encours clients des sociétés financières	5 978	-	-	5 978	-	-	5 978
Créances commerciales	3 330	-	-	3 330	-	-	3 330
Autres actifs financiers courants	771	1	149	296	18	307	771
Autres actifs courants ¹	606	-	-	606	-	-	606
Trésorerie et équivalents de trésorerie	5 216	5 216	-	-	-	-	5 216
ACTIFS	17 153	5 319	467	11 041	18	307	17 153
Total dettes financières	9 558	-	-	9 410	18	130	9 212
Total engagements locatifs	4 530	-	-	4 530	-	-	4 530
Total refinancement des encours clients	5 142	-	-	5 089	16	37	5 142
Fournisseurs et autres créditeurs	14 393	-	-	14 393	-	-	14 393
Autres passifs courants ²	2 813	-	-	2 813	-	-	2 813
PASSIFS	36 435	-	-	36 235	34	167	36 089

(1) Hors charges constatées d'avance.

(2) Hors produits constatés d'avance.



Ventilation des actifs et passifs évalués à la juste valeur

Ventilation selon la hiérarchie des justes valeurs prévue par la norme IFRS 13 – *Évaluation à la juste valeur* (cf. note 1.5) :

30/06/2023 (en millions d'euros)	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Titres de participation	–	14	134	147
Autres immobilisations financières long terme	239	–	2	241
Autres actifs financiers courants - Juste Valeur par autres éléments du résultat global	168	–	–	168
Autres actifs financiers courants - Juste Valeur par résultat	1	–	–	1
Autres actifs financiers courants - dérivés	–	142	–	142
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3 859	–	–	3 859
Refinancement des encours clients - Dérivés passifs	–	(61)	–	(61)
Dettes financières - Dérivés passifs	–	(147)	–	(147)

31/12/2022 (en millions d'euros)	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Titres de participation	–	12	166	178
Autres immobilisations financières long terme	243	–	–	243
Autres actifs financiers courants - Juste Valeur par autres éléments du résultat global	149	–	–	149
Autres actifs financiers courants - Juste Valeur par résultat	1	–	–	1
Autres actifs financiers courants - dérivés	–	325	–	325
Trésorerie et équivalents de trésorerie	5 216	–	–	5 216
Refinancement des encours clients - Dérivés passifs	–	(53)	–	(53)
Dettes financières - Dérivés passifs	–	(148)	–	(148)

13.2 Dette financière nette

13.2.1 Composition de la dette nette

La dette nette du Groupe s'établit à 5 040 millions d'euros à fin juin 2023, et s'analyse comme suit :

(en millions d'euros)	30/06/2023	31/12/2022 retraité IFRS 3
Emprunts obligataires	7 341	7 697
Autres emprunts et dettes financières	1 164	1 223
Billets de Trésorerie	831	490
Total des dettes financières hors dérivés passifs	9 336	9 410
Dérivés passifs	147	148
TOTAL DES DETTES	9 483	9 558
dont dettes à plus d'un an	6 479	6 912
dont dettes à moins d'un an	3 004	2 646
Autres actifs financiers courants ¹	584	728
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3 859	5 216
TOTAL DES PLACEMENTS	4 443	5 944
DETTE NETTE	5 040	3 614
Dette nette des activités abandonnées	–	(236)
DETTE NETTE INCLUANT LES ACTIVITÉS ABANDONNÉES	5 040	3 378

(1) Ce poste n'inclut pas les créances de sous-location financière – part à moins d'un an (cf. note 13.2.5).

La variation de la dette nette entre le 31 décembre et le 30 juin s'explique par la saisonnalité de l'activité, la dette nette de fin d'année étant structurellement plus faible du fait du volume d'affaires important enregistré au mois de décembre.



13.2.2 Détail des emprunts obligataires

(en millions d'euros)	Échéance	Variation du nominal				30/06/2023	Valeur comptable de la dette
		31/12/2022	Émissions	Remboursements	Effet de change		30/06/2023
Émissions Publiques réalisées par Carrefour SA		7 288	500	(963)	(15)	6 810	6 774
Emprunt Obligataire convertible non dilutif, 500 millions USD, 6 ans, 0%	2023	469	–	(463)	(6)	–	–
Emprunt Obligataire Euro MTN, EUR, 8 ans, 0,750%	2024	750	–	–	–	750	749
Emprunt Obligataire Euro MTN, EUR, 10 ans, 1,25%	2025	750	–	–	–	750	749
Emprunt Obligataire convertible non dilutif, 500 millions USD, 6 ans, 0%	2024	469	–	–	(9)	460	447
Emprunt Obligataire Euro MTN, EUR, 5 ans, 0,88%	2023	500	–	(500)	–	–	–
Emprunt Obligataire Euro MTN, EUR, 7,5 ans, 1,75%	2026	500	–	–	–	500	498
Emprunt Obligataire EUR MTN, EUR, 8 ans, 1,00%	2027	500	–	–	–	500	498
Emprunt Obligataire EUR MTN, EUR, 7,5 ans, 2,625%	2027	1 000	–	–	–	1 000	995
Emprunt Obligataire EUR MTN, EUR, 4,6 ans, 1,88%	2026	750	–	–	–	750	748
Emprunt Obligataire EUR MTN, EUR, 6 ans, 4,125%	2028	850	–	–	–	850	848
Emprunt Obligataire EUR MTN, EUR, 7,6 ans, 2,38%	2029	750	–	–	–	750	744
Emprunt Obligataire EUR MTN, EUR, 7,5 ans, 3,75%	2030	–	500	–	–	500	497
Émissions réalisées par Atacadão SA		458	175	(95)	28	566	566
Debenture 500 millions BRL, 5 ans, 105,75% CDI	2023	90	–	(95)	5	–	–
Debenture 350 millions BRL, 5 ans, 100% CDI+0,55%	2024	63	–	–	4	67	67
Debenture 200 millions BRL, 7 ans, 100% CDI+0,65%	2026	36	–	–	2	38	38
Debenture ("CRA") 467 millions BRL, 4 ans, 100% CDI+0,55%	2026	84	–	–	5	89	89
Debenture ("CRA") 188 millions BRL, 5 ans, 100% CDI+0,60%	2027	34	–	–	2	36	36
Debenture ("CRA") 844 millions BRL, 5 ans, 100% CDI+0,79%	2027	152	–	–	9	160	160
Debenture ("CRA") 330 millions BRL, 3 ans, 100% CDI+0,95%	2026	–	62	–	1	63	63
Debenture ("CRA") 468 millions BRL, 4 ans, 11,87%	2027	–	88	–	1	89	89
Debenture ("CRA") 132 millions BRL, 5 ans, 100% CDI+1,00%	2028	–	25	–	0	25	25
DÉTAIL DES EMPRUNTS OBLIGATAIRES		7 746	675	(1 058)	14	7 377	7 341

Le 2 mai 2023, le Groupe a procédé au placement d'une nouvelle émission obligataire dite *Sustainability-Linked*, indexée sur deux objectifs liés aux émissions de gaz à effet de serre, d'un montant total de 500 millions d'euros, d'une maturité de 7,5 ans (échéance octobre 2030) et d'un coupon de 3,75%.

Le 12 juin 2023, Carrefour SA a procédé au remboursement d'un emprunt obligataire d'un montant de 500 millions d'euros, d'une maturité de 5 ans et d'un coupon de 0,88%.

Le 14 juin 2023, Carrefour SA a procédé au remboursement d'un emprunt obligataire convertible non dilutif en actions pour un montant de 500 millions de dollars, d'une maturité de 6 ans et d'un coupon de 0%.

Le Groupe bénéficie d'un bilan et d'une liquidité solide à fin juin 2023. La maturité moyenne du socle obligataire s'établit à 3,8 ans à fin juin 2023 à comparer à 3,6 ans à fin décembre 2022 et à 3,8 ans à fin juin 2022.

Financements de la filiale brésilienne Atacadão

Le 27 avril 2023, Atacadão a procédé au remboursement d'un emprunt obligataire de type *debentures* pour un montant de 500 millions de réals, d'une maturité de 5 ans et d'un coupon à 105,75% du CDI (« *Certificado de Depósito Interbancário* »).



De plus, la filiale brésilienne a procédé le 2 juin 2023 à l'émission de *debentures* simples, non garanties, non convertibles en actions (« CRA ») pour un montant de 930 millions de réals (environ 177 millions d'euros au taux de conversion du 30 juin 2023) en trois séries :

- Une première série de 330 millions de réals, d'un coupon de CDI+0,95% et d'une maturité de 3 ans ;
- Une deuxième série de 468 millions de réals, d'un coupon avant couverture de 11,87%, s'élevant à 111,20% du CDI après couverture, et d'une maturité de 4 ans ;
- Une troisième série de 132 millions de réals, d'un coupon de CDI+1,00% et d'une maturité de 5 ans.

13.2.3 Détail des autres emprunts et dettes financières

(en millions d'euros)	30/06/2023	31/12/2022
Emprunts Amérique latine	885	1 025
Autres emprunts bancaires souscrits	100	72
Intérêts courus non échus ¹	96	57
Autres passifs financiers	83	69
TOTAL AUTRES EMPRUNTS ET DETTES FINANCIÈRES	1 164	1 223

(1) Les intérêts courus portent sur la totalité de la dette financière, y compris les emprunts obligataires.

Les « emprunts Amérique latine » incluent notamment les financements en USD et EUR, swappés en BRL mis en place par la filiale brésilienne Atacadão :

- en septembre 2021, pour un montant de 1 937 millions de réals (environ 368 millions d'euros au cours de clôture du 30 juin 2023) ;
- en janvier 2023, pour un montant de 2 293 millions de réals (environ 436 millions d'euros au cours de clôture du 30 juin 2023) ;
- en avril 2023, pour un montant de 744 millions de réals (environ 141 millions d'euros au cours de clôture du 30 juin 2023).

Les financements EUR et USD réalisés à l'origine à taux fixe, ont été convertis en BRL et indexés sur le *Certificado de Depósito Interbancário (CDI)* à l'émission, à travers des *Cross-Currency swaps* sur la durée de vie des emprunts. Ces instruments sont documentés et enregistrés en comptabilité de couverture (*Fair Value Hedge*).

13.2.4 Trésorerie et équivalents de trésorerie

(en millions d'euros)	30/06/2023	31/12/2022
Trésorerie	1 169	1 420
Équivalents de trésorerie	2 690	3 796
TOTAL TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	3 859	5 216

Dans le cadre de son activité internationale, Carrefour n'a pas de restrictions importantes sur sa capacité à accéder ou utiliser ses actifs et régler ses passifs autres que celles résultant du cadre réglementaire dans lequel ses filiales opèrent. Les autorités de supervision locales peuvent imposer aux filiales bancaires de garder un certain niveau de capital et de liquidité, de limiter leur exposition à d'autres parties du Groupe et de se conformer à certains ratios.

Au 30 juin 2023, tout comme au 31 décembre 2022, il n'y a pas de liquidités soumises à restriction.



13.2.5 Autres actifs financiers courants

(en millions d'euros)	30/06/2023	31/12/2022 retraité IFRS 3
Dérivés ¹	142	325
Créances financières ²	232	188
Autres actifs financiers courants - Juste Valeur par autres éléments du résultat global	168	149
Autres actifs financiers courants - Juste Valeur par résultat	1	1
Créances de sous-location financière - part à moins d'un an	46	43
Dépôts à plus de 3 mois	39	64
Autres	3	1
TOTAL AUTRES ACTIFS FINANCIERS COURANTS	631	771

(1) La baisse de (183) millions d'euros par rapport au 31 décembre 2022 est principalement liée au débouclage du swap de change EUR/TWD - dont la mark to market s'élevait à 64 millions d'euros fin 2022 - suite à la cession de Carrefour Taiwan le 30 juin 2023, ainsi qu'au débouclage du swap de change couvrant l'emprunt obligataire convertible non dilutif en actions - dont la mark to market s'élevait à 69 millions d'euros fin 2022 - suite à son remboursement en juin 2023 (cf. note 13.2.2).

(2) Ce montant correspond aux créances financières relatives aux 20% dans Carrefour Chine et à la réduction du prix de Grupo BIG au Brésil (cf. note 3.1).

13.3 Analyse des dettes financières (hors dérivés passifs)

13.3.1 Détail par nature de taux

(en millions d'euros)	30/06/2023		31/12/2022	
	avant effet des instruments dérivés	après effet des instruments dérivés	avant effet des instruments dérivés	après effet des instruments dérivés
Dettes à taux fixe	8 815	7 850	8 843	7 902
Dettes à taux variable	521	1 485	567	1 508
TOTAL DETTES FINANCIÈRES (HORS DÉRIVÉS PASSIFS)	9 336	9 336	9 410	9 410

13.3.2 Détail par devise

(en millions d'euros)	30/06/2023	31/12/2022
Euro	7 852	7 901
Réal Brésilien	1 482	1 506
Zloty Polonais	1	2
Leu Roumain	2	1
TOTAL DETTES FINANCIÈRES (HORS DÉRIVÉS PASSIFS)	9 336	9 410

Les éléments ci-dessus sont présentés après prise en compte des couvertures. Au 30 juin 2023, la dette en euros représente 84% du total des dettes financières brutes hors dérivés passifs (84% au 31 décembre 2022).

13.3.3 Détail par échéance

(en millions d'euros)	30/06/2023	31/12/2022
À moins d'un an	2 857	2 498
Entre 1 et 2 ans	1 137	1 514
Entre 2 et 5 ans	3 246	3 799
Au-delà de 5 ans	2 096	1 599
TOTAL DETTES FINANCIÈRES (HORS DÉRIVÉS PASSIFS)	9 336	9 410



13.4 Variation des passifs issus des activités de financement

(en millions d'euros)

	Autres actifs financiers courants ¹	Dettes financières brutes	Total Passifs nets issus des activités de financement
Au 31 décembre 2022	(728)	9 558	8 830
Changements issus des flux de trésorerie des opérations de financement	209	(279)	(69)
Variation des actifs financiers courants	209	–	209
Émission d'emprunts obligataires	–	675	675
Remboursement d'emprunts obligataires	–	(1 058)	(1 058)
Intérêts financiers nets versés	–	(51)	(51)
Émission de billets de trésorerie ²	–	341	341
Autres variations de l'endettement	–	(186)	(186)
Changements sans contrepartie de trésorerie	(66)	204	138
Écarts de conversion	(14)	11	(4)
Effet des variations de périmètre	–	–	–
Variations des justes valeurs	(32)	26	(6)
Coût de l'endettement financier net	–	191	191
Autres mouvements	(20)	(23)	(43)
Au 30 juin 2023	(584)	9 483	8 899

(1) Ce poste n'inclut pas les créances de sous-location financière.

(2) Au cours du premier semestre 2023, le Groupe a réalisé des émissions de billets de trésorerie à court terme afin de sécuriser sa liquidité.

13.5 Autres actifs financiers non courants

(en millions d'euros)

	30/06/2023	31/12/2022 retraité IFRS 3
Dépôts et cautionnements ¹	639	594
Portefeuille d'actifs des sociétés financières	239	243
Créances de sous-location financière - part à plus d'un an ²	67	72
Créance financière ³	–	88
Titres de participation ⁴	147	178
Autres	70	75
TOTAL AUTRES ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS	1 161	1 251

(1) Les dépôts et cautionnements comprennent notamment les dépôts judiciaires versés au Brésil dans le cadre des litiges fiscaux (litiges principalement relatifs aux redressements fiscaux contestés par le Groupe), dans l'attente des décisions définitives des tribunaux, ainsi que les dépôts de garantie versés aux bailleurs dans le cadre des contrats de location immobilière.

(2) Des créances de sous-location financière ont été enregistrées suite à l'application de la norme IFRS 16.

(3) Au 31 décembre 2022, le montant correspondait à la créance financière long terme relative à la réduction du prix d'acquisition de Grupo BIG au Brésil (cf. note 3.1). Au 30 juin 2023, cette créance a été reclassée en autre actif financier courant.

(4) Au 30 juin 2023, la diminution des titres de participation provient essentiellement de la variation de la juste valeur des titres Flink.



13.6 Résultat financier

Le résultat financier se compose en premier lieu du coût de l'endettement financier.

En application de la norme IFRS 16, il comprend également les charges d'intérêts relatives aux contrats de location ainsi que les produits d'intérêts relatifs aux contrats de sous-location financière.

Les autres produits et charges financiers correspondent pour l'essentiel à des charges relatives à la constatation d'intérêts de retard sur certains passifs, aux taxes sur les transactions financières et aux impacts de l'hyperinflation en Argentine.

<i>(en millions d'euros)</i>	1er semestre 2023	1er semestre 2022 retraité IFRS 5
Produits sur prêts et trésorerie	33	(2)
Produits d'intérêts sur les dépôts bancaires	30	(2)
Produits financiers sur placements	3	(0)
Coût de l'endettement financier brut	(223)	(149)
Charges d'intérêts sur les passifs financiers évalués au coût amorti après prise en compte des produits et charges sur instruments de taux	(205)	(137)
Coût des cessions de créances au Brésil	(19)	(13)
Coût de l'endettement financier net	(191)	(151)
Charges d'intérêts relatifs à des contrats de location	(100)	(68)
Produits d'intérêts relatifs à des contrats de sous-location financière	0	0
Intérêts nets relatifs aux contrats de location	(100)	(68)
Charges d'intérêts de la période sur le passif au titre des prestations définies	(14)	(4)
Produits d'intérêts des actifs de couverture des engagements de retraite	4	1
Taxe sur les transactions financières	(18)	(16)
Intérêts de retard sur contentieux fiscaux et sociaux	(52)	(8)
Dividendes perçus au titre d'actifs financiers évalués à la JVOCI	1	2
Gain sur cession d'actifs financiers évalués à la JVOCI	7	6
Perte sur cession d'actifs financiers évalués à la JVOCI	(1)	(2)
Gain/(perte) net de change	12	1
Impact des rachats obligataires	-	(7)
Variation de juste valeur des dérivés de taux	(1)	(1)
Impact de l'hyperinflation en Argentine - application de la norme IAS 29	63	61
Autres	16	3
Autres produits et charges financiers	15	38
RÉSULTAT FINANCIER	(276)	(181)
<i>Charges financières</i>	<i>(411)</i>	<i>(256)</i>
<i>Produits financiers</i>	<i>135</i>	<i>75</i>



NOTE 14 : AUTRES INFORMATIONS

14.1 Périmètre de consolidation

14.1.1 Principaux mouvements du premier semestre 2023

Carrefour et Publicis ont annoncé le 15 juin 2023 le lancement de la société Unlimitail détenue respectivement à hauteur de 51% et 49%. De plus, le 30 juin 2023, la cession de la totalité de la détention du Groupe dans sa filiale à Taïwan (soit 60%) au groupe Uni-President (détenteur des 40% restants) a été finalisée. Ces opérations sont décrites dans la note 3.1.

Par ailleurs, en juin 2023, le Groupe a participé à une augmentation de capital de sa filiale argentine Banco de Servicios Financieros à hauteur d'environ 10 millions d'euros, faisant passer sa quote-part de détention de 88% à 92%. L'impact de relation n'est pas matériel.

En dehors de ces opérations, le périmètre de consolidation du Groupe Carrefour n'a pas connu de variation significative au cours du premier semestre 2023.

14.1.2 Principaux mouvements du premier semestre 2022

Au cours du premier semestre 2022, les principales variations de périmètre comprenaient l'acquisition de Grupo BIG au Brésil (effective au 1^{er} juin 2022, cf. note 3.1) et la cession de la participation dans Cajoo en échange de titres Flink.

14.2 Parties liées

Les transactions du Groupe avec des parties liées concernent essentiellement :

- la rémunération et les avantages assimilés accordés aux membres du Comité Exécutif Groupe et du Conseil d'Administration ;
- les opérations avec les sociétés sur lesquelles le Groupe exerce une influence notable.

Les transactions entre parties liées s'effectuent sur une base de prix de marché.

Au cours du premier semestre 2023, il n'y a pas eu de modification significative de la nature des transactions effectuées par le Groupe avec ses parties liées par rapport au 31 décembre 2022.

14.3 Engagements hors bilan

Les engagements donnés et reçus par le Groupe et non comptabilisés au bilan correspondent à des obligations contractuelles non encore réalisées et subordonnées à la réalisation de conditions ou d'opérations ultérieures à l'exercice en cours. Ces engagements sont de quatre ordres : ceux liés à la trésorerie, ceux liés à l'exploitation des points de vente, ceux liés aux acquisitions / cessions de titres et ceux liés aux locations (hors les contrats comptabilisés selon la norme IFRS 16).

14.4 Autres éléments

Des dégradations de magasins ont été constatées en France à partir de la nuit du 29 juin 2023, et ce jusque début juillet 2023. Les impacts chiffrés sont en cours d'estimation et seront pris en charge par nos assureurs.

14.5 Événements post-clôture

Le Groupe a inscrit dans son plan stratégique Carrefour 2026 la valorisation des actifs immobiliers en France via le développement de projets immobiliers de mixité urbaine. Dans cette perspective, le Groupe a annoncé le 6 juillet 2023 son association avec Nexity en vue de valoriser 76 sites touchant l'ensemble des formats des magasins Carrefour (hypermarchés, supermarchés, magasins de proximité). Ce partenariat de long terme permettra à Carrefour et Nexity de développer des



programmes mixtes à haute performance environnementale, accueillant des logements, des résidences de services, des commerces, des bureaux ou des hôtels. La création de la société qui portera le foncier est prévue au plus tard pour le premier trimestre 2024 ; elle sera détenue à 80% par Carrefour et à 20% par Nexity.

Par ailleurs, Carrefour a annoncé le 12 juillet 2023 la conclusion d'un accord avec le groupe Louis Delhaize en vue de l'acquisition des enseignes Cora et Match en France, qui opèrent respectivement 60 hypermarchés et 115 supermarchés et emploient près de 24 000 personnes. Cette acquisition permet au Groupe de réaffirmer son leadership dans la distribution alimentaire en France, avec une très forte complémentarité géographique des magasins, notamment dans les régions Grand Est et Nord. La transaction valorise les actifs acquis sur la base d'une valeur d'entreprise de 1,05 milliard d'euros et sera réalisée à 100% en numéraire. Elle reste soumise à certaines conditions usuelles, notamment l'autorité de la concurrence française. Sa finalisation est attendue à l'été 2024.

mazars

Mazars
61 rue Henri Regnault
92400 Courbevoie

Deloitte.

Deloitte & Associés
6, place de la Pyramide
92908 Paris-La Défense Cedex

CARREFOUR

Société anonyme

93 avenue de Paris

91300 Massy

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Période du 1^{er} janvier 2023 au 30 juin 2023

Aux actionnaires de la société CARREFOUR,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales et en application de l'article L. 451-1-2 III du code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société, relatifs à la période du 1^{er} janvier 2023 au 30 juin 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalie significative obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalie significative de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Courbevoie et Paris-La-Défense, le 26 juillet 2023

Les Commissaires aux comptes

Mazars

Deloitte & Associés

Jérôme de PASTORS

Marc BIASIBETTI

Bertrand BOISSELIER

Olivier BROISSAND



Attestation des personnes responsables

Nous attestons qu'à notre connaissance les comptes consolidés résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société Carrefour et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport financier semestriel ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Le 26 juillet 2023

M. Alexandre Bompard
Président-Directeur Général

M. Matthieu Malige
Directeur Exécutif Finances et Gestion